

Journal officiel

des

Communautés européennes

16^e année n° L 77

26 mars 1973

Édition en langue française

Législation

Sommaire

I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*

- Règlement (CEE) n° 767/73 de la Commission, du 22 février 1973, modifiant, à la suite de l'adhésion des nouveaux États membres, plusieurs règlements dans le secteur du lait et des produits laitiers 1
- Règlement (CEE) n° 768/73 de la Commission, du 26 février 1973, modifiant le règlement (CEE) n° 2552/69, du 17 décembre 1969, déterminant les conditions d'admission du whisky « Bourbon » dans la sous-position 22.09 C III a) du tarif douanier commun 25
-

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Conseil

73/23/CEE:

- Directive du Conseil, du 19 février 1973, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension 29

Commission

73/24/CEE:

- Décision de la Commission, du 4 janvier 1973, fixant le montant maximum de la restitution pour la seizième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 34

73/25/CEE:

- Avis de la Commission, du 5 janvier 1973, adressé au gouvernement de la République française au sujet de l'article du projet de loi de finances pour 1973 relatif à la taxe spéciale sur certains véhicules routiers 35

73/26/CEE:

- Décision de la Commission, du 10 janvier 1973, fixant le montant maximum de la restitution pour la dix-septième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 36

73/27/CEE:

- Décision de la Commission, du 15 janvier 1973, relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la neuvième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1519/72 37

Sommaire (suite)

73/28/CEE:

Décision de la Commission, du 15 janvier 1973, relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la treizième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1259/72 38

73/29/CEE:

Décision de la Commission, du 17 janvier 1973, fixant le montant maximum de la restitution pour la dix-huitième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 39

73/30/CEE:

Décision de la Commission, du 23 janvier 1973, autorisant la république fédérale d'Allemagne à appliquer des garanties sanitaires particulières relatives à la lutte contre la leucose, en cas d'introduction sur son territoire de bovins d'élevage ou de rente ... 40

73/31/CEE:

Décision de la Commission, du 24 janvier 1973, fixant le montant maximum de la restitution pour la dix-neuvième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 42

73/32/CEE:

Décision de la Commission, du 29 janvier 1973, relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la dixième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1519/72 43

73/33/CEE:

Décision de la Commission, du 29 janvier 1973, relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la quatorzième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1259/72 44

73/34/CEE:

Décision de la Commission, du 31 janvier 1973, fixant le montant maximum de la restitution pour la vingtième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 45

73/35/CEE:

Décision de la Commission, du 7 février 1973, modifiant la décision relative à l'écoulement de beurre à certaines catégories de consommateurs bénéficiant d'une assistance sociale 46

Sommaire (suite)

73/36/CEE:

Décision de la Commission, du 7 février 1973, fixant le montant maximum de la restitution pour la vingt et unième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 47

73/37/CEE:

Directive de la Commission, du 9 février 1973, relative à l'application de l'article 31 de la directive du Conseil du 4 mars 1969 concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime du perfectionnement actif 48

73/38/CEE:

Décision de la Commission, du 13 février 1973, autorisant le royaume des Pays-Bas à admettre, jusqu' au 31 mai 1973 inclus, la commercialisation de semences commerciales de cumin 49

73/39/CEE:

Décision de la Commission, du 14 février 1973, de ne pas donner suite à la vingt-deuxième adjudication partielle de sucre blanc effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1897/72 50

73/40/CEE:

Décision de la Commission, du 16 février 1973, visant à dispenser temporairement la France des enquêtes statistiques hebdomadaires concernant le lait et les produits laitiers 51

73/41/CEE:

Décision de la Commission, du 19 février 1973, relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la onzième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1519/72 52

73/42/CEE:

Décision de la Commission, du 19 février 1973, relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la quinzième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1259/72 53

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 767/73 DE LA COMMISSION

du 22 février 1973

modifiant, à la suite de l'adhésion des nouveaux États membres, plusieurs règlements dans le secteur du lait et des produits laitiers

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par l'acte ⁽²⁾, joint au traité relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique ⁽³⁾, et notamment ses articles 14 paragraphe 7 et 17 paragraphe 4,

considérant que l'annexe I partie II point B lettre i) sous 1 dudit acte modifie l'annexe II du règlement (CEE) n° 823/68 du Conseil, du 28 juin 1968, déterminant les groupes de produits et les dispositions spéciales relatives au calcul des prélèvements dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2138/72 ⁽⁵⁾; que cette modification consiste en la suppression, à la sous-position 04.04 E I b) 2 du tarif douanier commun, des fromages Havarti et Esrom; que, à l'annexe du règlement (CEE) n° 1054/68 de la Commission, du 23 juillet 1968, établissant la liste des organismes émetteurs de certificats destinés à permettre l'admission de certains produits laitiers en provenance des pays tiers dans certaines positions tarifaires ⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1295/72 ⁽⁷⁾, à la rubrique Autriche figure,

à la sous-position ex 04.04 E I b) 2, le fromage « Esrom autrichien »; que, par conséquent, il y a lieu de le supprimer;

considérant que, à l'annexe du règlement (CEE) n° 2683/70 de la Commission, du 29 décembre 1970, établissant des modalités particulières pour la fixation à l'avance des restitutions à l'exportation dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽⁸⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2369/71 ⁽⁹⁾, figurent les produits et les destinations pour lesquels la restitution ne peut pas être fixée à l'avance; que l'annexe I partie II point B lettre i) sous 7 de l'acte modifie l'annexe I du règlement (CEE) n° 1324/68 de la Commission, du 29 août 1968, établissant des conditions particulières pour l'exportation de certains fromages vers la Suisse ⁽¹⁰⁾; que cette modification complète la liste des dénominations des fromages qui sont exportés vers la Suisse avec la dénomination des fromages danois susceptibles d'être exportés vers la même destination et aux mêmes conditions que ceux de la Communauté originaire; que, pour ces produits, il n'est pas opportun de pouvoir fixer à l'avance la restitution; qu'il faut par conséquent modifier et compléter l'annexe du règlement (CEE) n° 2683/70;

considérant que, en vertu de l'article 30 et de l'annexe II partie II point A lettre d) paragraphes 2 et 3, des mentions dans les langues des nouveaux États membres doivent être ajoutées aux annexes, respectivement, du règlement (CEE) n° 1053/68 de la Commission du 23 juillet 1968 portant définition des conditions auxquelles est subordonnée l'admission de certains produits laitiers dans certaines posi-

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 14.

⁽³⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 151 du 30. 6. 1968, p. 3.

⁽⁵⁾ JO n° L 229 du 7. 10. 1972, p. 2.

⁽⁶⁾ JO n° L 179 du 25. 7. 1968, p. 25.

⁽⁷⁾ JO n° L 143 du 23. 6. 1972, p. 22.

⁽⁸⁾ JO n° L 285 du 31. 12. 1970, p. 36.

⁽⁹⁾ JO n° L 246 du 5. 11. 1971, p. 27.

⁽¹⁰⁾ JO n° L 215 du 30. 8. 1968, p. 25.

tions tarifaires⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 742/72⁽²⁾, et du règlement (CEE) n° 1324/68 ;

considérant que, l'adjonction des mentions dans les langues des nouveaux États membres s'avère également nécessaire aux annexes II et III du règlement (CEE) n° 1579/70 de la Commission du 4 août 1970 établissant des conditions particulières pour l'exportation de certains fromages vers l'Espagne⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2160/70⁽⁴⁾ ;

considérant que, à l'annexe du règlement (CEE) n° 2637/70 de la Commission, du 23 décembre 1970, portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et de préfixation pour les produits agricoles⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2031/72⁽⁶⁾, figurent les rubriques qui fixent la durée de validité des certificats d'exportation pour le beurre et les fromages Cheddar et Chester exportés vers la zone E ; que, au sens du règlement (CEE) n° 1098/68 de la Commission, du 27 juillet 1968, établissant les modalités d'application des restitutions à l'exportation dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 951/71⁽⁸⁾, la zone E est représentée par les territoires du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; que l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes rend nécessaire la modification de cette annexe ;

considérant que l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes rend superflue la disposition visée à l'article 1^{er} premier tiret du règlement (CEE) n° 588/71, de la Commission, du 19 mars 1971, relatif à la réduction des délais durant lesquels les produits laitiers peuvent demeurer sous les régimes douaniers de paiement à l'avance des restitutions⁽⁹⁾, concernant la durée de mise sous contrôle du beurre d'une teneur en poids de matière grasses supérieure à 99,5 % qui avait été instaurée pour éviter que l'interdiction de fixer à l'avance la restitution de ce produit lors de son exportation vers le Royaume-Uni soit détournée par une mise en entrepôt douanier ;

considérant que le règlement (CEE) n° 676/72 de la Commission, du 29 mars 1972, établissant une condi-

tion particulière de paiement de la restitution à l'exportation de beurre vers d'autres destinations que la zone E⁽¹⁰⁾, détermine certaines conditions à l'exportation vers le Royaume-Uni ; que l'adhésion de ce pays aux Communautés à partir du 1^{er} janvier 1973 rend ces conditions particulières sans objet ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les annexes du règlement (CEE) n° 1053/68 sont remplacées par l'annexe A du présent règlement.

Article 2

Avec effet au 31 janvier 1973, à l'annexe du règlement (CEE) n° 1054/68, les mots « et Esrom autrichien » figurant dans la rubrique Autriche, relative à la sous-position 04.04 E I b) 2, sont supprimés.

Article 3

L'annexe II du règlement (CEE) n° 1324/68 est remplacée par l'annexe B du présent règlement.

Article 4

Les annexes II, III et IV du règlement (CEE) n° 1579/70 sont remplacées respectivement par les annexes C, D et E du présent règlement.

Article 5

L'annexe du règlement n° 2637/70 est remplacée par l'annexe F du présent règlement.

Article 6

Avec effet au 1^{er} février 1973, à l'annexe du règlement (CEE) n° 2683/70,

- les mots « Havarti, Esrom » sont supprimés à la rubrique 04.04 E I b) 2,
- la liste des produits figurant à la rubrique 04.04 E I b) 5 est remplacée par la liste suivante :

«Butterkäse, Danbo, Edam, Elbo, Esrom, Fontal, Fontina, Fynbo, Galantine, Gouda, Havarti, Italico,

(1) JO n° L 179 du 25. 7. 1968, p. 17.

(2) JO n° L 87 du 13. 4. 1972, p. 14.

(3) JO n° L 172 du 5. 8. 1970, p. 26.

(4) JO n° L 237 du 28. 10. 1970, p. 15.

(5) JO n° L 283 du 29. 12. 1970, p. 15.

(6) JO n° L 219 du 26. 9. 1972, p. 10.

(7) JO n° L 184 du 29. 7. 1968, p. 10.

(8) JO n° L 103 du 8. 5. 1971, p. 10.

(9) JO n° L 67 du 20. 3. 1971, p. 13.

(10) JO n° L 79 du 1. 4. 1972, p. 84.

Maribo, Molbo, Mimolette, Samsøe, St. Paulin, Tybo et les autres fromages d'une teneur, en poids, en eau dans la matière non grasse supérieure à 52 % et inférieure ou égale à 67 % ».

Article 7

Le premier tiret de l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 588/71 est supprimé avec effet au 31 janvier 1973.

Article 8

Le règlement (CEE) n° 676/72 est abrogé avec effet au 31 janvier 1973.

Article 9

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} février 1973.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 février 1973.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

ANNEXE A

CERTIFICAT/BESCHEINIGUNG/CERTIFICATO/CERTIFICAAT/CERTIFIKAT/CERTIFICATE N°(.....)

POUR LE FROMAGE DE GLARIS (dit SCHABZIGER)
FÜR GLARNER KRÄUTER-KÄSE (sog. SCHABZIGER)
PER IL FORMAGGIO DI GLARIS (detto SCHABZIGER)
VOOR GLARIS KRUIDKAAS (zgn. SCHABZIGER)
FOR GRØN ALPEOST (såkaldt SCHABZIGER)
FOR GLARUS CHEESE (known as SCHABZIGER)

L'autorité compétente/Die zuständige Stelle/L'autorità competente/De bevoegde autoriteit/Den kompetente myndighed/The competent authority:

certifie que le lot de	kilogrammes de produit, faisant l'objet de la facture n°	du
bescheinigt, daß die Sendung vom	Kilogramm, für welche die Rechnung Nr.	vom
certifica che la partita di	chilogrammi di prodotto, oggetto della fattura n.	del
bevestigt dat de partij van	kilogram van het produkt, waarvoor factuur nr.	van
bekræfter, at sendingen på	kilogram af produktet, anført i faktura nr.	af
certifies that the lot weighing	kilogrammes of goods against invoice No	of

délivrée par/ ausgestellt wurde durch/emessa da/werd afgegeven door/ udstedt af/issued by:

consiste en/besteht aus/consiste in/bestaat uit/består af/consists of:

Nom du fromage/Bezeichnung des Käses/Denominazione del formaggio/Naam van de kaas/Ostens betegnelse/Name of the cheese: Glaris (Schabziger)

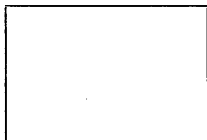
Pays d'origine/Urprungsland/Paese d'origine/Land van oorsprong/Oprindelsesland/Country of origin:

Pays de destination/Bestimmungsland/Paese destinatario/Land van bestemming/Bestemmelsesland/Country of destination:

Matière première: exclusivement lait écrémé de production nationale et additionné d'herbes finement moulues
Rohstoff: ausschließlich Magermilch nationaler Erzeugung mit Zusatz von feinvermahlenden Kräutern
Materia prima: esclusivamente latte scremato di produzione nazionale ed aggiunta di erbe finemente tritate
Grondstof: uitsluitend afgeroomde melk afkomstig van binnenlandse produkten waaraan fijngemalen kruiden zijn toegevoegd
Råvare: Udelukkende indenlandsk produceret skummetmælk tilsat fint formalede urter
Raw material: exclusively home-produced skimmed milk with finely ground herbs added

Lieu et date d'émission	Signature(s)
Ausstellungsort und -datum	Unterschrift(en)
Luogo e data d'emissione	Firma(e)
Plaats en datum van afgifte	Handtekening(en)
Sted og dato for udstedelsen	Underskrift(er)
Place and date of issue	Signature(s)

Cachet de l'organisme émetteur
Stempel der ausstellenden Stelle
Timbro dell'organismo emittente
Stempel van het met de afgifte belaste bureau
Den udstedende myndigheds stempel
Stamp of issuing agency



CERTIFICAT/BESCHEINIGUNG/CERTIFICATO/CERTIFICAAT/CERTIFIKAT/CERTIFICATE N°(.....)

POUR LE FROMAGE TILSIT
FÜR TILSITER-KÄSE
PER IL FORMAGGIO TILSIT
VOOR TILSIT-KAAS
FOR TILSIT-OST
FOR TILSIT CHEESE

L'autorité compétente/Die zuständige Stelle/L'autorità competente/De bevoegde autoriteit/Den kompetente myndighed/The competent authority

certifie que le lot de	kilogrammes de produit, faisant l'objet de la facture n°	du
bescheinigt, daß die Sendung vom	Kilogramm, für welche die Rechnung Nr.	vom
certifica che la partita di	chilogrammi di prodotto, oggetto della fattura n.	del
bevestigt dat de partij van	kilogram van het produkt, waarvoor factuur nr.	van
bekræfter, at sendingen på	kilogram af produktet, anført i faktura nr.	af
certifies that the lot weighing	kilogrammes of goods against invoice No	of

délivrée par:
ausgestellt wurde durch:
emessa da:
werd afgegeven door:
udstedt af:
issued by:

consiste en/besteht aus/consiste in/bestaat uit/består af/consists of:

Matière première: exclusivement lait de vache de production nationale.
Rohstoff: ausschließlich Kuhmilch nationaler Erzeugung.
Materia prima: esclusivamente latte vaccina di produzione nazionale.
Grondstof: uitsluitend koemelk van binnenlandse produktie.
Råvare: udelukkende indenlandsk produceret kømælk.
Raw material: exclusively home-produced cows' milk.

Teneur minimale de la matière grasse en poids de la matière sèche:
Mindestfettgehalt in Gewichtshundertteilen in der Trockenmasse:
Tenore minimo di materie grasse in peso della sostanza secca:
Minimum vetgehalte, berekend op de droge stof:
Mindste fedtindhold i tørstoffet i vægtprocent:
Minimum fat content by weight referred to dry matter:

Teneur (en poids) en eau dans la matière non grasse:
Wassergehalt in der fettfreien Käsemasse:
Tenore di acqua in peso della materia non grassa:
Vochtgehalte in de vetvrije kaasmassa:
Vandindhold (i vægtprocent) i den fedtfri ostemasse:
Water content by weight of the non-fatty matter:

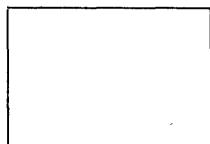
Le produit en question a été fabriqué au (en)
Das betreffende Erzeugnis ist in
Il prodotto in causa è stato fabbricato in
Het betreffende produkt is in
Den pågældende vare er fremstillet i (på)
The product in question was made in

et il sera exporté directement à destination de:
hergestellt und wird unmittelbar ausgeführt nach:
e sarà esportato direttamente verso:
geproduceerd en wordt rechtstreeks uitgevoerd naar:
og udføres direkte til:
and will be exported directly to:

Lieu et date d'émission
Ausstellungsort und -datum
Luogo e data d'emissione
Plaats en datum van afgifte
Sted og dato for udstedelsen
Date and place of issue

Signature(s)
Unterschrift(en)
Firma(e)
Handtekening(en)
Underskrift(er)
Signature(s)

Cachet de l'organisme émetteur
Stempel der ausstellenden Stelle
Timbro dell'organismo emittente
Stempel van het met de afgifte belaste bureau
Den udstedende myndigheds stempel
Stamp of issuing agency



CERTIFICAT/BESCHEINIGUNG/CERTIFICATO/CERTIFICAAT/CERTIFIKAT/CERTIFICATE N°(.....)

POUR LES LAITS SPÉCIAUX « POUR NOURRISSONS »
FÜR MILCH ZUR ERNÄHRUNG VON SÄUGLINGEN
PER I TIPI DI LATTE SPECIALE DETTI « PER L'ALIMENTAZIONE DEI LATTANTI »
VOOR BIJZONDERE MELK VOOR ZUIGELINGEN
FOR SPECIALMÆLK TIL BØRN
FOR SPECIAL MILK FOR INFANTS

L'autorité compétente/Die zuständige Stelle/L'autorità competente/De bevoegde autoriteit/Den kompetente myndighed/The competent authority:.....

certifie que le lot de
bescheinigt, daß die Sendung von
certifica che la partita di
bevestigt dat de partij van
bekræfter, at sendingen på
certifies that the lot weighing

kilogrammes de produit, faisant l'objet de la facture n°
Kilogramm, für welche die Rechnung Nr.
chilogrammi di prodotto, oggetto della fattura n.
kilogram van het produkt, waarvoor factuur nr.
kilogram af produktet, anført i faktura nr.
kilogrammes against invoice No

du
vom
del
van
af
of

délivrée par/ausgestellt wurde durch/emessa da/werd afgegeven door/ udstedt af/issued by:

consiste en/besteht aus/consiste in/bestaat uit/består af/consists of:

dénomination commerciale du produit:
handelsübliche Bezeichnung des Erzeugnisses:
denominazione commerciale del prodotto:
handelsbenaming van het produkt:
varens handelsmæssige betegnelse:
trade description of the product:

Pays d'origine/Ursprungsland/paese d'origine/land van oorsprong/Oprindelsesland/Country of origin:

Pays de destination/Bestimmungsland/paese destinatario/land van bestemming/Bestemmelsesland/Country of destination:

Teneur en poids de matières grasses:

Fettgehalt:

Tenore in peso di materie grasse:

Vergehalte:

Fedtindhold:

Fat content by weight:

- (¹) — supérieure à 10 % et inférieure ou égale à 11 % pour
 — mehr als 10 bis einschließlich 11 Gewichtshundertteile für
 — superiore a 10 % ed inferiore o uguale a 11 % per
 — meer dan 10 doch niet meer dan 11 gewichtsperscenten voor kg
 — over 10 vægtprocent, men højst 11 vægtprocent for
 — exceeding 10 % and not exceeding 11 % for
- (¹) — supérieure à 14,5 % et inférieure ou égale à 15,5 % pour
 — mehr als 14,5 bis einschließlich 15,5 Gewichtshundertteile für
 — superiore a 14,5 % ed inferiore o uguale a 15,5 % per
 — meer dan 14,5 doch niet meer dan 15,5 gewichtsperscenten voor kg
 — over 14,5 vægtprocent, men højst 15,5 vægtprocent for
 — exceeding 14,5 % and not exceeding 15,5 % for
- (¹) — supérieure à 17 % et inférieure ou égale à 18 % pour
 — mehr als 17 bis einschließlich 18 Gewichtshundertteile für
 — superiore a 17 % ed inferiore o uguale a 18 % per
 — meer dan 17 doch niet meer dan 18 gewichtsperscenten voor kg
 — over 17 vægtprocent, men højst 18 vægtprocent for
 — exceeding 17 % and not exceeding 18 % for
- (¹) — supérieure à 23 % et inférieure ou égale à 24 % pour
 — mehr als 23 bis einschließlich 24 Gewichtshundertteile für
 — superiore a 23 % ed inferiore o uguale a 24 % per
 — meer dan 23 doch niet meer dan 24 gewichtsperscenten voor kg
 — over 23 vægtprocent, men højst 24 vægtprocent for
 — exceeding 23 % and not exceeding 24 % for

certifie en outre que les produits en cause sont exempts de germes pathogènes et toxigènes et contiennent moins de 10 000 bactéries aérobies revivifiables et moins de 2 bactéries coliformes par gramme et que dans la fabrication de ces produits n'a pas été utilisé d'autre lait que du lait de vache de production nationale.

bescheinigt außerdem, daß die vorliegenden Erzeugnisse frei sind von pathogenen und toxicogenen Keimen, mit weniger als 10 000 aeroben lebensfähigen Bakterien und weniger als 2 Colibakterien im Gramm enthalten, und daß bei der Herstellung dieser Ware nur Kuhmilch nationaler Erzeugung verwendet worden ist.

certifica inoltre che i prodotti in questione sono esenti da germi patogeni e tossinogeni e contengono meno di 10 000 batteri aerobi aventi la possibilità di riprendere la loro attività biologica e meno di 2 batteri coliformi per grammo e che nella fabbricazione di tali prodotti è stato impiegato soltanto latte vaccino di produzione nazionale.

verklaart bovendien dat de betrokken producten vrij zijn van ziekteverwekkende en van toxicogene kiemen en minder dan 10 000 levensvatbare aëroben en minder dan 2 colibacteriën per gram bevatten en dat bij de bereiding van deze producten geen andere melk is gebruikt dan koemelk afkomstig van binnenlandse produktie.

bekræfter endvidere, at de pågældende varer ikke indeholder patogene og toksikogene kim, at de indeholder under 10 000 ærobe udviklingsdygtige bakterier og under 2 coliforme bakterier pr. gram, og at der ved fremstillingen af denne vare kun er anvendt indenlandsk produceret komælk.

certifies furthermore that the products in question are free from toxigenic or pathogenic germs and contain per gramme less than 10 000 revivable aerobic bacteria and less than 2 coliform bacteria and that no milk other than home-produced cows' milk has been used in such products.

Lieu et date d'émission

Ausstellungsort und -datum

Luogo e data d'emissione

Plaats en datum van afgifte

Sted og dato for udstedelsen

Place and date of issue

Signature(s)

Unterschrift(en)

Firma(e)

Handtekening(en)

Underskrift(er)

Signature(s)

Cachet de l'organisme émetteur

Stempel der ausstellenden Stelle

Timbro dell'organismo emittente

Stempel van het met afgifte belaste bureau

Den udstedende myndigheds stempel

Stamp of issuing agency



CERTIFICAT/BESCHEINIGUNG/CERTIFICATO/CERTIFICAAT/CERTIFIKAT/CERTIFICATE N° (.....)

POUR LE FROMAGE APPENZEL
 FÜR APPENZELLER
 PER IL FORMAGGIO APPENZEL
 VOOR APPENZEL KAAS
 FOR APPENZEL OST
 FOR APPENZEL CHEESE

L'autorité compétente/Die zuständige Stelle/L'autorità competente/De bevoegde autoriteit/Den kompetente myndighed/The competent authority:

certifie que le lot de
 bescheinigt, daß die Sendung von
 certifica che la partita di
 bevestigt dat de partij van
 bekræfter, at sendingen på
 certifies that the lot weighing

kilogrammes de produit, faisant l'objet de la facture n°
 Kilogramm, für welche die Rechnung Nr.
 chilogrammi di prodotto, oggetto della fattura n.
 kilogram van het produkt, waarvoor factuur nr.
 kilogram af produktet, anført i faktura nr.
 kilogrammes of product, against invoice No

du
 vom
 del
 van
 af
 of

(¹) Biffer la mention inutile/Nichtzutreffendes ist zu streichen/Cancellare la menzione inutile/Doorhalen wat niet van toepassing is/ Det ikke gældende overstreges/Delete where inapplicable

délivrée par/ausgestellt wurde durch/emessa da/werd afgegeven door/udstedt af/issued by

consiste en/besteht aus/consiste in/bestaat uit/består af/consists of:

Nom du fromage/Bezeichnung des Käses/Denominazione del formaggio/Naam van de kaas/Ostens betegnelse/Name of the cheese: **Appenzell/Appenzeller**

Pays d'origine/Ursprungsland/Paese d'origine/Land van oorsprong/Oprindelsesland/Country of origin:

Pays de destination/Bestimmungsland/Paese destinatario/Land van bestemming/Bestemmelsesland/Country of destination:

Matière première: exclusivement lait de vache de production nationale
Rohstoff: ausschließlich Kuhmilch nationaler Erzeugung
Materia prima: esclusivamente latte vaccino di produzione nazionale
Grondstof: uitsluitend koemelk afkomstig van binnenlandse produktie
Råvare: udelukkende indenlandsk produceret komælk
Raw material: exclusively home-produced cows' milk

Teneur minimum en matières grasses en poids de la matière sèche:
Mindestfettgehalt in Gewichtshundertteilen in der Trockenmasse:
Tenore minimo in materie grasse in peso della sostanza secca:
Minimum vetgehalte, berekend op de droge stof: 45 %
Mindste fedtindhold i tørstoffet i vægtprocent:
Minimum fat content by weight referred to dry matter:

Maturation minimum en mois ⁽¹⁾:
Mindestreifezeit in Monaten ⁽¹⁾:
Maturazione minima in mesi ⁽¹⁾:
Minimumrijpingstijd in maanden ⁽¹⁾: 3
Mindste lagringstid i måneder ⁽¹⁾:
Minimum ripening in months ⁽¹⁾:

d'un prix franco frontière du pays exportateur ou d'un prix fob par 100 kg poids net égal ou supérieur à:
mit einem Frei-Grenze-Preis des Ausfuhrlandes oder mit einem fob-Preis je 100 kg Eigengewicht von:
d'un prezzo franco-frontiera del paese esportatore o d'un prezzo fob per 100 kg di peso netto uguale o superiore a:
met een prijs franco-grens uitvoerland of met een f.o.b.-prijs per 100 kg nettogewicht van ten minste:
til en pris franco eksportlandets grænse eller en fob-pris pr. 100 kg netto på mindst:
Price free-at-frontier of exporting country or fob price per 100 kg not over:

⁽²⁾ UC pour kg en meules standard ⁽³⁾;
RE oder mehr für kg in Standardlaiben ⁽³⁾;
u.c. per kg in forme standard ⁽³⁾;
R.E. voor kg in platte cilindrische vorm met standaardgewicht ⁽³⁾;
R.E. for kg hele standardoste ⁽³⁾;
u.a. per kg in standard whole cheeses ⁽³⁾;

⁽²⁾ UC pour kg en morceaux conditionnés sous vide portant la croûte sur un côté au moins, d'un poids net égal ou supérieur à 450 g;
RE oder mehr für kg in vakuumverpackten Stücken, mit Rinde an mindestens einer Seite, mit einem Eigengewicht von 450 g oder mehr;
u.c. per kg in porzioni imballate sotto vuoto aventi ancora la crosta su almeno uno dei lati, di un peso netto uguale o superiore a 450 g;
R.E. voor kg in vacuümverpakte stukken waarvan de korst aan ten minste één zijde nog aanwezig is, met een nettogewicht van 450 gram of meer;
R.E. for kg i stykker, vakuumpakket, med skorpe på mindst én side og af nettovægt 450 g og derover
u.a. per kg in vacuum-packed pieces with the rind on at least one side and of a weight not more than 450 grammes;

⁽²⁾ UC pour kg en morceaux conditionnés sous vide d'un poids net égal ou supérieur à 75 g et inférieur ou égal à 250 g;
RE oder mehr für kg in vakuumverpackten Stücken, mit einem Eigengewicht von 75 g oder mehr, jedoch nicht mehr als 250 Gramm;
u.c. per kg in porzioni imballate sotto vuoto di un peso netto uguale o superiore a 75 grammi ed inferiore o uguale a 250 grammi;
R.E. voor kg in vacuümverpakte stukken met een nettogewicht van ten minste 75 gram doch niet meer dan 250 gram;
R.E. for kg i stykker, vakuumpakket og af nettovægt 75 g og derover, men højst 250 g;
u.a. per kg in vacuum-packed pieces of a weight not less than 75 grammes and not more than 250 grammes;

déclare en outre que, pour les produits en cause, ne sont ni ne seront accordées à l'acheteur aucune ristourne ou prime ou autre forme de rabais qui puisse avoir pour conséquence d'aboutir à une valeur inférieure à la valeur minimum fixée à l'importation pour les produits faisant l'objet du présent certificat.

erklärt außerdem, daß dem Käufer für die betreffenden Erzeugnisse keinerlei Rückvergütung oder Prämie oder sonstige Preisnachlässe gewährt werden noch in Zukunft gewährt werden, die zur Folge haben können, daß der Mindestwert, der für die Einfuhr der Erzeugnisse, die Gegenstand dieser Bescheinigung sind, festgesetzt wurde, unterschritten wird.

dichiara inoltre che per i prodotti in questione non sono né saranno concessi all'acquirente sconti o premi o altre forme di rimborso che possano condurre ad un valore inferiore al valore minimo fissato all'importazione per i prodotti oggetto del presente certificato.

verklaart bovendien dat voor de betrokken produkten aan de koper geen enkele reductie, premie of andere vorm van korting is verleend noch zal worden verleend die zou kunnen leiden tot een waarde lager dan de minimumwaarde die is vastgesteld voor de invoer van de produkten die onderwerp zijn van dit certificaat.

erklærer desuden, at der for de pågældende varer hverken er eller vil blive ydet køberens nogen godtgørelse eller præmie eller anden form for dekort, som kunne føre til en lavere værdi end den mindsteværdi, der er fastsat for indførslen af de varer, der er genstand for dette certifikat.

declares furthermore that, for the products in question, no premium, refund or any other rebate will be granted to the buyer, which may lead to the products under this certificate having a value less than the minimum import value fixed for such products.

⁽¹⁾ Il y a lieu de considérer comme maturation le temps réel pendant lequel le fromage demeure en cave d'affinage.

Als Reifezeit ist die tatsächliche Zeit anzusehen, während der der Käse im Reifungskeller verbleibt.

Per maturazione deve essere considerato il periodo effettivo durante il quale il formaggio resta in magazzino di stagionatura.

Als rijpingstijd dient de werkelijke tijd te worden beschouwd gedurende welke de kaas in de rijpingskelder verblijft.

Som lagringstid anses den tid, oven faktisk har ligget i lagringskælder.

'Ripening period' means the actual period the cheese remains in store for ripening.

⁽²⁾ Biffer la mention inutile/Nichtzutreffendes ist zu streichen/Cancellare la menzione inutile/Doorhalen wat niet van toepassing is/Det ikke gældende overstreges/Delete where inapplicable.

⁽³⁾ Sont considérées comme meules standard, les meules ayant un poids net de 6 kg à 8 kg inclus.

Als Standardlaibe sind Laibe mit einem Eigengewicht von 6 bis 8 kg anzusehen.

Sono considerate come forme (mole) standard le forme aventi un peso netto da 6 a 8 kg compresi.

Als kazen van platte cilindrische vorm met standaardgewicht worden beschouwd kazen van platte cilindrische vorm met een nettogewicht van 6 kg inclusief tot en met 8 kg.

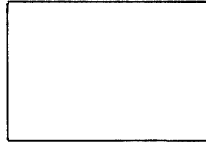
Som hele standardoste anses oste af flad, cylindrisk form med en nettovægt fra 6 kg til 8 kg.

'Standard whole cheeses' means whole cheeses weighing between 6 and 8 kg inclusive.

Lieu et date d'émission
Ausstellungsort und -datum
Luogo e data di emissione
Plaats en datum van afgifte
Sted og dato for udstedelsen
Place and date of issue

Signature(s)
Unterschrift(en)
Firma(e)
Handtekening(en)
Underskrift(er)
Signature(s)

Cachet de l'organisme émetteur
Stempel der ausstellenden Stelle
Timbro dell'organismo emittente
Stempel van het met de afgifte belaste bureau
Den udstedene myndigheds stempel
Stamp of issuing agency



CERTIFICAT/BESCHEINIGUNG/CERTIFICATO/CERTIFICAAT/CERTIFIKAT/CERTIFICATE N°.....(.....)

POUR LES FROMAGES EMMENTAL, GRUYÈRE, SBRINZ OU BERGKÄSE
FÜR EMMENTALER, GREYERZER, SBRINZ ODER BERGKÄSE
PER I FORMAGGI EMMENTAL, GRUYÈRE, SBRINZ O BERGKÄSE
VOOR EMMENTALER-, GRUYÈRE-, SBRINZ KAAS OF BERGKÄSE
FOR OSTETYPERNE EMMENTAL, GRUYÈRE, SBRINZ FELLER BERGKÄSE
FOR EMMENTALER, GRUYÈRE, SBRINZ OR BERGKÄSE CHEESE

L'autorité compétente/Die zuständige Stelle/L'autorità competente/De bevoegde autoriteit/Den kompetente myndighed/The competent authority:

certifie que le lot de	kilogrammes de produit, faisant l'objet de la facture n°	du
bescheinigt, daß die Sendung von	Kilogramm, für welche die Rechnung Nr.	vom
certifica che la partita di	chilogrammi di prodotto, oggetto della fattura n.	del
bevestigt dat de partij van	kilogram van het produkt, waarvoor factuur nr.	van
bekræfter, at sendingen på	kilogram af produktet, anført i faktura nr.	af
certifies that the lot weighing	kilogrammes of goods, against invoice No	of

délivrée par/ausgestellt wurde durch/emessa da/werd afgegeven door/udstedt af/issued by:

consiste en/besteht aus/consiste in/bestaat uit/består af/consists of:

Nom du fromage/Bezeichnung des Käses/Denominazione del formaggio/Naam van de kaas/Ostens betegnelse/Name of cheese ⁽¹⁾:

Pays d'origine/Ursprungsland/Paese d'origine/Land van oorsprong/Oprindelsesland/Country of origin:

Pays de destination/Bestimmungsland/Paese destinatario/Land van bestemming/Bestemmelsesland/Country of destination:

Matière première: exclusivement lait de vache de production nationale
Rohstoff: ausschließlich Kuhmilch nationaler Erzeugung
Materia prima: esclusivamente latte vaccino di produzione nazionale
Grondstof: uitsluitend koemelk afkomstig van binnenlandse produktie
Råvare: udelukkende indenlandsk produceret komælk
Raw material: exclusively home-produced cows' milk

Teneur minimum en matières grasses en poids de la matière sèche:
Mindestfettgehalt in Gewichtshundertteilen in der Trockenmasse:
Tenore minimo in materie grasse in peso della sostanza secca:
Minimum vetgehalte in gewichtpercenten berekend op de droge stof: 45%
Mindste fedtindhold i tørstoffet i vægtprocent:
Minimum fat content by weight referred to dry matter:

Maturation minimum en mois ⁽²⁾:
Mindestreifezeit in Monaten ⁽²⁾:
Maturazione minima in mesi ⁽²⁾:
Minimumrijpingstijd in maanden ⁽²⁾: 3
Mindste lagringstid i måneder ⁽²⁾:
Minimum ripening period in months ⁽²⁾:

d'un prix franco frontière du pays exportateur ou d'un prix fob par 100 kg poids net égal ou supérieur à:
mit einem Frei-Grenze-Preis des Ausfuhrlandes oder mit einem fob-Preis je 100 kg Eigengewicht von:
d'un prezzo franco frontiera del paese esportatore o d'un prezzo fob per 100 kg di peso netto uguale o superiore a:
met een prijs franco-grens uitvoerland of met een f.o.b.-prijs per 100 kg nettogewicht van ten minste:
til en pris franco eksportlandets grænse eller en fob-pris pr. 100 kg netto på mindst:
price free-at-frontier of exporting country or fob price per 100 kg net weight not less than:

⁽³⁾ UC pour kg en meules standard ⁽⁴⁾;
RE oder mehr für kg in Standardlaiben ⁽⁴⁾;
u.c. per kg in forme standard ⁽⁴⁾;
R.E. voor kg in platte cilindrische vorm met standaardgewicht ⁽⁴⁾;
R.E. for kg hele standardoste ⁽⁴⁾;
u.a. per kg in standard whole cheeses ⁽⁴⁾;

- (³) UC pour kg en morceaux conditionnés sous vide portant la croûte sur un côté au moins, d'un poids net égal ou supérieur à 1 kg et inférieur à 5 kg;
 RE oder mehr für kg in vakuumverpackten Stücken, mit Rinde an mindestens einer Seite, mit einem Eigengewicht von 1 kg oder mehr, jedoch weniger als 5 kg;
 u.c. per kg in porzioni imballate sotto vuoto aventi ancora la crosta su almeno uno dei lati, di un peso netto uguale o superiore a 1 kg e inferiore a 5 kg;
 R.E. voor kg in vacuümverpakte stukken waarvan de korst aan ten minste één zijde nog aanwezig is, met een nettogewicht van 1 kg of meer doch minder dan 5 kg;
 R.E. for kg i stykker, vakuumpakket, med skorpe på mindst én side og af nettovægt 1 kg og derover, men under 5 kg;
 u.a. per kg in vacuum-packed pieces with the rind on one side at least, and of a weight not less than 1 kg or more than 5 kg;
- (³) UC pour kg en morceaux conditionnés sous vide portant la croûte sur un côté au moins, d'un poids net égal ou supérieur à 450 g;
 RE oder mehr für kg in vakuumverpackten Stücken, mit Rinde an mindestens einer Seite, mit einem Eigengewicht von 450 g oder mehr;
 u.c. per kg in porzioni imballate sotto vuoto aventi ancora la crosta su almeno uno dei lati, di un peso netto uguale o superiore a 450 grammi;
 R.E. voor kg in vacuümverpakte stukken waarvan de korst aan ten minste één zijde nog aanwezig is, met een nettogewicht van 450 gram of meer;
 R.E. for kg i stykker, vakuumpakket, med skorpe på mindst én side og af nettovægt 450 g og derover;
 u.a. per kg in vacuum-packed pieces with the rind on one side at least and of a weight not less than 450 grammes;
- (³) UC pour kg en morceaux conditionnés sous vide, d'un poids net égal ou supérieur à 75 g et inférieur ou égal à 250 g;
 RE oder mehr für kg in vakuumverpackten Stücken mit einem Eigengewicht von 75 g oder mehr, jedoch nicht mehr als 250 g;
 u.c. per kg in porzioni imballate sotto vuoto, di un peso netto uguale o superiore a 75 grammi ed inferiore o uguale a 250 grammi;
 R.E. voor kg in vacuümverpakte stukken met een nettogewicht van ten minste 75 gram doch niet meer dan 250 gram;
 R.E. for kg i stykker, vakuumpakket, og af nettovægt 75 g og derover, men højst 250 g;
 u.a. per kg in vacuum-packed pieces, of a weight not less than 75 grammes and not more than 250 grammes;

déclare en outre que, pour les produits en cause, ne sont ni ne seront accordées à l'acheteur aucune ristourne ou prime ou autre forme de rabais qui puisse avoir pour conséquence d'aboutir à une valeur inférieure à la valeur minimum fixée à l'importation pour les produits faisant l'objet du présent certificat.

erklärt außerdem, daß dem Käufer für die betreffenden Erzeugnisse keinerlei Rückvergütung oder Prämie oder sonstige Preisnachlässe gewährt werden noch in Zukunft gewährt werden, die zur Folge haben können, daß der Mindestwert, der für die Einfuhr der Erzeugnisse, die Gegenstand dieser Bescheinigung sind, festgesetzt wurde, unterschritten wird.

dichiara inoltre che per i prodotti in questione, non sono né saranno concessi all'acquirente sconti o premi o altre forme di rimborso che possano condurre ad un valore inferiore al valore minimo fissato all'importazione per i prodotti oggetto del presente certificato.

verklaart bovendien dat voor de betrokken produkten aan de koper geen enkele reductie, premie of andere vorm van korting is verleend noch zal worden verleend die zou kunnen leiden tot een waarde lager dan de minimumwaarde die is vastgesteld voor de invoer van de produkten die onderwerp zijn van dit certificaat.

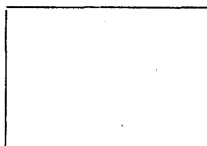
erklærer desuden, at der for de pågældende varer hverken er eller vil blive ydet køberen nogen godtgørelse eller præmie eller anden form for dekort, som kunne føre til en lavere værdi end den mindsteværdi, der er fastsat for indførslen af de varer, der er genstand for dette certifikat.

declares furthermore that, for the products in question, no premium, refund or any other rebate will be granted to the buyer, which may lead to the products under this certificate having a value less than the minimum import value fixed for such products.

Lieu et date d'émission
 Ausstellungsort und -datum
 Luogo e data di emissione
 Plaats en datum van afgifte
 Sted og dato for udstedelsen
 Place and date of issue

signature(s)
 Unterschrift(en)
 Firma(e)
 Handtekening(en)
 Underskrift(er)
 Signature(s)

Cachet de l'organisme émetteur
 Stempel der ausstellenden Stelle
 Timbro dell'organismo emittente
 Stempel van het met de afgifte belaste bureau
 Den udstedende myndigheds stempel
 Stamp of issuing agency



(⁴) Indiquer la dénomination du fromage: Emmental ou Gruyère ou Sbrinz ou Bergkäse/Angabe der Bezeichnung des Käses: Emmentaler oder Greyerzer oder Sbrinz oder Bergkäse.

Indicare la denominazione del formaggio: Emmental o Gruyère o Sbrinz o Bergkäse/De benaming van de kaas aangeven: Emmentaler of Gruyère of Sbrinz of Bergkäse

Ostens betegnelse angives: Emmentaler eller Gruyère eller Sbrinz eller Bergkäse/Give description of cheese: Emmentaler or Gruyère or Sbrinz or Bergkäse

(⁵) Il y a lieu de considérer comme maturation le temps réel pendant lequel le fromage demeure en cave d'affinage.

Als Reifezeit ist die tatsächliche Zeit anzusehen, während der der Käse im Reifungskeller verbleibt.

Per maturazione deve essere considerato il periodo effettivo durante il quale il formaggio resta in magazzino di stagionatura.

Als rijpingstijd dient de werkelijke tijd te worden beschouwd gedurende welke de kaas in de rijpskelder verblijft.

Som lagringstid anses den tid, oven faktisk har ligget i lagringskælder.

'Ripening period' means the actual period the cheese remains in store for ripening.

(⁶) Biffer la mention inutile/Nichtzutreffendes ist zu streichen/Cancellare la menzione inutile/Doorhalen wat niet van toepassing is/Det ikke gældende overstreges/Delete where inapplicable

(⁷) Sont considérées comme meules standard, les meules ayant les poids net suivants/Als Standardlaibe sind Laibe mit folgendem Eigengewicht anzusehen:

— Emmental:	de 60 kg à 130 kg inclus	— Emmentaler:	von 60 bis 130 kg
— Gruyère et Sbrinz:	de 20 kg à 45 kg inclus	— Greyerzer und Sbrinz:	von 20 bis 45 kg
— Bergkäse:	de 20 kg à 60 kg inclus	— Bergkäse:	von 20 bis 60 kg
Sono considerate come forme standard, le forme che hanno il seguente peso netto/Als kazen van platte cilindrische vorm met standaardgewicht worden beschouwd kazen van platte cilindrische vorm met de volgende nettogewichten:			
— Emmental:	da 60 a 130 kg compresi	— Emmentaler:	van 60 kg tot en met 130 kg
— Gruyère e Sbrinz:	da 20 a 45 kg compresi	— Gruyère en Sbrinz:	van 20 kg tot en met 45 kg
— Bergkäse:	da 20 a 60 kg compresi	— Bergkäse:	van 20 kg tot en met 60 kg
Som hele standardoste anses oste af flad, cylindrisk form med følgende nettovægt/'Standard whole cheeses' means whole cheeses whose net weight is as follows:			
— Emmental:	fra 60 kg til 130 kg	— Emmentaler:	from 60 kg to 130 kg inclusive
— Gruyère og Sbrinz:	fra 20 kg til 45 kg	— Gruyère and Sbrinz:	from 20 kg to 45 kg inclusive
— Bergkäse:	fra 20 kg til 60 kg	— Bergkäse:	from 20 kg to 60 kg inclusive

CERTIFICAT/BESCHEINIGUNG/CERTIFICATO/CERTIFICAAT/CERTIFIKAT/CERTIFICATE N°(.....)

**POUR LES FROMAGES FONDUS
FÜR SCHMELZKÄSE UND SCHMELZKÄSEZUBEREITUNGEN
PER I FORMAGGI FUSI
VOOR SMELTKAAS
FOR SMELTEOST
PROCESSED CHEESES**

L'autorité compétente/Die zuständige Stelle/L'autorità competente/De bevoegde autoriteit/Den kompetente myndighed/The competent authority:

certifie que le lot de bescheinigt, daß die Sendung von certifica che la partita di bevestigt dat de partij van bekræfter, at sendingen på certifies that the lot weighing	kilogrammes de produit, faisant l'objet de la facture n° Kilogramm, für welche die Rechnung Nr. chilogrammi di prodotto, oggetto della fattura n. kilogram van het produkt, waarvoor factuur nr. kilogram af produktet, anført i faktura nr. kilogrammes of product, against invoice No	du vom del van af of
---	--	-------------------------------------

délivré par/ausgestellt wurde durch/emessa da/werd afgegeven door/udstedt af/issued by

consiste en/besteht aus/consiste in/bestaat uit/består af/consists of:

dénomination commerciale du produit:
handelsübliche Bezeichnung des Erzeugnisses:
denominazione commerciale del prodotto:
handelsbenaming van het produkt:
varens handelsmæssige betegnelse:
trade description of the product:

Pays d'origine/Ursprungsland/Paese d'origine/ Land van oorsprong/Oprindelsesland/Country of origin:

Pays de destination/Bestimmungsland/Paese destinatario/ Land van bestemming/ Bestemmelsesland/Country of destination:

teneur minimum en matières grasses en poids de la matière sèche:

Mindestfettgehalt in der Trockenmasse:

tenore minimo in materie grasse in peso della sostanza secca:

minimum vetgehalte, berekend op de droge stof:

Mindste fedtindhold i tørstoffet:

minimum fat content by weight referred to dry matter:

- (1) — inférieure ou égale à 48 % pour la totalité des portions ou des tranches pour:
— nicht mehr als 48 Gewichtshundertteile für die Gesamtheit der Einzelportionen der Scheiben für:
— inferiore o uguale al 48 % per il totale delle porzioni o delle fette per:
— niet meer dan 48 gewichtspersenten voor het totale aantal afzonderlijke stukjes of schijven voor: kg
— 48 vægtprocent og derunder, gældende for alle portionerne eller skiverne for:
— not more than 48 % for all the portions or slices for:
- (1) — inférieure ou égale à 48 % pour les cinq sixièmes de la totalité des portions ou des tranches, et ne dépassant pas 56 % pour le sixième restant:
— nicht mehr als 48 Gewichtshundertteile für 5/6 der Gesamtheit der Einzelportionen oder Scheiben und nicht mehr als 56 Gewichtshundertteile für das verbleibende Sechstel für:
— inferiore o uguale al 48 % per i 5/6 del totale delle porzioni o delle fette o non superiore al 56 % per il 6° restante:
— niet meer dan 48 gewichtspersenten voor 5/6 van het totale aantal afzonderlijke stukjes of schijven en niet meer dan 56 gewichtspersenten voor het resterende 1/6 deel voor: kg
— 48 vægtprocent og derunder, gældende for 5/6 af portionerne eller skiverne tilsammen, og 56 vægtprocent og derunder gældende for den sidste sjette del for:
— not more than 48 % for five sixths of the portions or slices, and not exceeding 56 % for the remaining sixth for:
- (1) — supérieure à 48 % et inférieure à 56 % pour la totalité des portions ou des tranches pour:
— mehr als 48, jedoch nicht mehr als 56 Gewichtshundertteile für die Gesamtheit der Einzelportionen oder Scheiben für:
— superiore al 48 % ed inferiore o uguale al 56 % per il totale delle porzioni o delle fette per:
— meer dan 48, doch niet meer dan 56 gewichtspersenten voor het totale aantal afzonderlijke stukjes of schijven voor: kg
— Over 48 vægtprocent, men højst 56 vægtprocent, gældende for alle portionerne eller skiverne for:
— over 48 % and not more than 56 % for all the portions or slices for:

d'un prix franco frontière du pays exportateur ou d'un prix fob de
mit einem Frei-Grenze-Preis des Ausfuhrlandes oder mit einem fob-Preis vom
d'un prezzo franco frontiera del paese esportatore o d'un prezzo fob di
met een prijs franco-grens uitvoerland of met een f.o.b.-prijs van
til en pris franco eksportlandets grænse eller en fob-pris på
price free-at-frontier of the exporting country or fob price not less than

UC ou plus par 100 kg poids net
RE oder mehr je 100 kg Eigengewicht
u.c. o più per 100 kg di peso netto
R.E. of meer per 100 kg nettogewicht
R.E. og derover pr. 100 kg netto
u.a. per 100 kg net weight

conditionnés (en boîtes ou en tranches) pour la vente au détail (2)
in Aufmachung (in Schachteln oder in Scheiben) für den Einzelverkauf (2)
condizionato (in scatole o in fette) per la vendita al minuto (2)
in een opmaak (in dozen of in schijven) voor de verkoop in het klein (2)
I detailsalgpakninger (i æsker eller i skiver) (2)
packed (in boxes or slices) for retail sale (2)

certifie en outre/bescheinigt außerdem/certifica inoltre/verklaart bovendien/ bekræfter endvidere/certifies furthermore:

- que dans la fabrication des produits en cause en sont pas entrés d'autres fromages que l'Emmental, le Gruyère et l'Appenzel et, éventuellement, à titre additionnel, du Glaris aux herbes (dit Schabziger), de production nationale;
— daß bei der Herstellung der betreffenden Erzeugnisse keine anderen Käsesorten als Emmentaler, Greyerzer und Appenzeller und gegebenenfalls als Zusatz Glarner Kräuterkäse (sogenannter Schabziger), jeweils nationaler Erzeugung, verwendet worden sind;
— che nella fabbricazione dei prodotti in questione non sono stati impiegati altri formaggi che l'Emmental, il Gruyère e l'Appenzel ed eventualmente, a titolo aggiuntivo, Glaris alle erbe (detto Schabziger), di produzione nazionale;
— dat bij de bereiding van de betrokken producten geen andere kaassoorten zijn verwerkt dan Emmentaler-, Gruyèreakaas en Appenzeller, ook indien daaraan Glaris kruidkaas (zg. Schabziger) is toegevoegd, welke in het binnenland werden geproduceerd;
— at de pågældende varer er fremstillet udelukkende af indenlandsk produceret ost af typerne Emmental, Gruyère og Appenzel, også med tilsætning af grøn alpeost (såkaldt Schabziger);
— that in the making of the products in question no cheeses have been used other than home produced Emmentaler, Gruyère and Appenzel and possibly as an addition, Glarus herb cheese (known as Schabziger);

- que, pour les produits en cause, ne sont ni ne seront accordées à l'acheteur aucune ristourne ou prime ou autre forme de rabais qui puisse avoir pour conséquence d'aboutir à une valeur inférieure à la valeur minimum fixée à l'importation pour les produits faisant l'objet du présent certificat.
- daß bei der Ausfuhr des betreffenden Erzeugnisses dem Käufer keinerlei Rückvergütung oder sonstige Preisnachlässe gewährt werden noch in Zukunft gewährt werden, die zur Folge haben können, daß der Mindestwert, der für die Einfuhr der Erzeugnisse, die Gegenstand dieser Bescheinigung sind, festgesetzt wurde, unterschritten wird.
- che per i prodotti in questione non sono né saranno concessi all'acquirente sconti o premi o altre forme di rimborso che possano condurre ad un valore inferiore al valore minimo fissato all'importazione per i prodotti oggetto del presente certificato.
- dat voor de te trokken produkten aan de koper geen reductie, premie of andere vorm van korting is verleend noch zal worden verleend die zou kunnen leiden tot een waarde lager dan de minimumwaarde die is vastgesteld voor de invoer van de produkten die onderwerp zijn van dit certificaat.
- at der for de pågældende varer hverken er eller vil blive ydet køberens nogen godtgørelse eller præmie eller anden form for dekort, som kunne føre til en lavere værdi end den mindsteværdi, der er fastsat for indførslen af de varer, der er genstand for dette certifikat.
- that for the products in question, no premium, refund or any other rebate will be granted to the buyer, which may lead to the products under this certificate having a value less than the minimum import value fixed for such products.

Lieu et date d'émission
Ausstellungsort und -datum
Luogo e data di emissione
Plaats en datum van afgifte
Sted og dato for udstedelsen
Place and date of issue

Signature(s)
Unterschrift(en)
Firma(e)
Handtekening(en)
Underskrift(er)
Signature(s)

Cacher de l'organisme émetteur
Stempel der ausstellenden Stelle
Timbro dell'organismo emittente
Stempel van het met de afgifte belaste bureau
Den udstedende myndigheds stempel
Stamp of issuing agency



(¹) Biffer la mention inutile/Nichtzutreffendes ist zu streichen/Cancellare la menzione inutile/Doorhalen wat niet van toepassing is/Det ikke gældende overstreges/Delete where inapplicable.

(²) On entend par fromages conditionnés (en boîtes ou en tranches) pour la vente au détail, les fromages de l'espèce présentés en portions individuelles ou en tranches et conditionnés exclusivement sous l'une des trois formes suivantes:
Als Käse in Aufmachungen (in Schachteln oder in Scheiben) für den Einzelverkauf gilt nur Käse in Einzelportionen oder in Scheiben, aufgemacht in einer der drei nachstehenden Verpackungsarten:
Per formaggi condizionati (in scatole o in fette) per la vendita al minuto, si intendono i formaggi della specie presentati in porzioni singole o in fette e condizionati esclusivamente in una delle tre forme seguenti:
Onder kaas in een opmaak (in dozen of in schijven) voor de verkoop in het klein wordt verstaan de kaas welke wordt aangeboden in afzonderlijke stukjes of in schijven en welke uitsluitend op een van de drie hierna omschreven wijzen is verpakt:
Som smelteost i detailsalgspakninger (i æsker eller i skiver) anses kun ost i portioner eller skiver, pakket i en af de tre nedenstående emballageformer:
'Packed cheeses (in boxes or slices) for retail sale' means cheeses of the type offered as individual portions or slices and packed in one of the following ways:

1. en boîtes (y compris les emballages spéciaux en matière plastique artificielle comportant des alvéoles pour chaque portion): contenant in Schachteln (einschließlich Spezialumschließungen aus Kunststoff mit Vertiefungen für jede Portion); in scatole (ivi compresi gli imballaggi speciali in materia plastica artificiale dotati di alveoli per ogni porzione) contenenti: in dozen (daaronder begrepen speciale verpakkingen van kunstmatige plastische stoffen, waarin voor ieder stukje een holte is aangebracht): æsker (herunder specialemballager af plast med fordybninger til hver portion): circular or semi-circular boxes containing:
 - au moins 3 et au plus 12 portions individuelles et n'excédant pas un poids net global de 250 g ou
 - d'un contenu net n'excédant pas 56 g;
 - mit mindestens 3 und höchstens 12 Einzelportionen und einem Gesamteigengewicht von höchstens 250 g oder
 - mit einem Eigengewicht von höchstens 56 g;
 - almeno 3 o al massimo 12 porzioni singole e non superiori al peso netto complessivo di 250 grammi, oppure
 - di un contenuto netto non superiore a 56 grammi;
 - met ten minste 3 of ten hoogste 12 afzonderlijke stukjes en met een totaalgewicht van maximaal 250 gram of
 - met een netto-inhoud van ten hoogste 56 gram;
 - indeholdende mindst 3 og højst 12 portioner og med en samlet nettovægt af 250 g og derunder, eller
 - af nettovægt 56 g og derunder;
 - at least 3 or at most 12 individual portions and not exceeding a total net weight of 250 grams, or
 - a single portion not exceeding 56 grammes net weight;
2. en boîtes circulaires ou polygonales (autres que carrées ou rectangulaires) contenant au moins 12 portions individuelles, le poids net global étant compris entre 450 g et 1 000 g; kreisförmige oder viereckige Schachteln (ausgenommen vier- oder rechteckige Schachteln) mit mindestens 12 Einzelportionen und einem Gesamteigengewicht von mindestens 450 g oder höchstens 1 000 g; in scatole circolari o poligonali (altre che quadrate o rettangolari) contenenti almeno 12 porzioni singole il cui peso complessivo sia compreso tra 450 grammi e 1 000 grammi; in cirkelvormige of veelhoekige (andere dan vierkante of rechthoekige) dozen die ten minste 12 afzonderlijke stukjes bevatten waarvan het totaalgewicht ten minste 450 gram, doch niet meer dan 1 000 gram netto bedraagt; cirkelformede eller mangekantede (andre end kvadratiske eller rektangulære) æsker indeholdende mindst 12 portioner og med en samlet nettovægt af mindst 450 g, men højst 1 000 g; circular or polygonal boxes (other than square or rectangular boxes) containing at least 12 individual portions, the total net weight ranging between 450 grammes and 1 000 grams;
3. en tranches emballées isolément sous feuilles d'aluminium et d'un poids net unitaire ne dépassant pas 30 g. einzeln in Aluminiumfolie verpackte Scheiben mit einem Eigengewicht von 30 g oder weniger. in fette imballate singolarmente in fogli di alluminio di peso netto unitario non superiore a 30 grammi. in schijven die elk afzonderlijk zijn verpakt in aluminiumfolie en waarvan het gewicht per eenheid 30 gram netto niet overschrijdt. enkelte skiver pakket i aluminiumfolie og med en nettovægt af 30 g og derunder. slices packed singly in aluminium foil and each weighing not more than 30 grams.

BIJLAGE B

ANNEXE II / ANLAGE II / ALLEGATO II / BIJLAGE II / BILAG II / ANNEX II

Titre pour l'exportation de certains fromages vers la Suisse
 Bescheinigung für die Ausfuhr bestimmter Käsesorten in die Schweiz
 Titolo per l'esportazione di alcuni formaggi verso la Svizzera
 Verklaring voor de uitvoer van bepaalde kaassoorten naar Zwitserland
 Attest for udførsel af visse ostetyper til Schweiz
 Certificate for the export of certain cheeses to Switzerland

Original / Original / Originale / Origineel / Original / Original
 (copie / Durchschrift / copia / kopie / kopi / copy)

Titre n°	}		État membre exportateur	}	
Bescheinigung Nr.			Ausführender Mitgliedstaat		
Titolo n.			Stato membro esportatore		
Verklaring nr.			Lid-Staat van uitvoer		
Attest nr.			Eksporterende medlemsstat		
Certificate No			Exporting Member State		

L'organisme compétent	}	
Die zuständige Stelle		
L'organismo competente		
De bevoegde instantie		
Den kompetente myndighed		
The competent authority		

certifie que le lot de	}		kg net	}
bescheinigt, daß die Sendung von			kg netto	
certifica che la partita di			kg netto	
bevestigt dat de partij van			kg netto	
bekræfter, at sendingen på			kg netto	
certifies that the consignment of			kg net	

faisant l'objet de la (des) facture(s) n°	}		du	}	
Gegenstand der Rechnung(en) Nr.			vom		
oggetto della(e) fattura(e) n.			del		
onderwerp zijnde van factuur(uren) nr.			van		
anført i faktura nr.			af		
covered by invoice(s) No			of		

exporté par	}	 ⁽¹⁾
ausgeführt durch		
esportata da		
uitgevoerd door		
udført af		
exported by		

consiste en	}	
besteht aus		
consiste in		
bestaat uit		
består af		
consists of		

(¹) Nom et prénom ou raison sociale et adresse complète de l'exportateur.
 Name und Vorname oder Firma und vollständige Adresse des Ausführrs.
 Nome e cognome o ragione sociale e indirizzo completo dell'esportatore.
 Naam en voornaam of firmanam en volledig adres van de exporteur.
 Eksportørens navn og fornavn eller firmanavn og fuldstændige adresse.
 Full name or business name and full address of the exporter.

N° d'ordre Lfd. Nr. N. d'ordine Volgnr. Löbenr. No of order	Colis / Sendung / Colli / Colli / Kolli / Packages		Dénomination du fromage Bezeichnung des Käses Denominazione del formaggio Omschrijving van de kaasoor Ostens betegnelse Name of cheese	Poids net Netto- gewicht Peso netto Netto- gewicht Nettovægt Net weight kg
	Marques et nos Marken und Nummern Marche e numeri Merken en nummers Mærker og numre Marks and Nos	Nombre et nature Anzahl und Art Numero e specie Aantal en aard Antal og art Number and nature		

déclare en outre que, si les autres conditions sont remplies, les produits en cause bénéficieront de la restitution valable pour les exportations vers la Suisse le jour au cours duquel le service des douanes accepte l'acte par lequel le déclarant manifeste sa volonté de procéder à l'exportation des produits vers la Suisse.

bestätigt außerdem, daß bei Vorliegen der übrigen Voraussetzungen für die betreffenden Erzeugnisse die Erstattung gezahlt wird, die an dem Tag für Ausführen in die Schweiz gilt, an dem die Zollstelle die Erklärung annimmt, durch die der Erklärende seinen Willen kundgibt, die Erzeugnisse nach der Schweiz auszuführen.

dichiara inoltre che, se le altre condizioni sono soddisfatte, i prodotti in causa beneficeranno della restituzione valida per le esportazioni verso la Svizzera il giorno nel quale il servizio delle dogane accetta l'atto con il quale il dichiarante manifesta la sua volontà di procedere all'esportazione dei prodotti verso la Svizzera.

verklaart bovendien dat, indien aan de overige voorwaarden is voldaan, voor de betrokken produkten de restitutie zal worden toegekend welke voor uitvoer naar Zwitserland geldt op de dag waarop de douanediens het document in ontvangst neemt waarbij de declarant zijn voornemen te kennen geeft over te gaan tot uitvoer van de produkten naar Zwitserland.

erklærer endvidere, at der, såfremt de øvrige betingelser er opfyldt for de pagældende varer, vil blive udbetalt den restitution, der gælder for udførsel til Schweiz den dag, da toldstedet modtager det dokument, hvorved anmelderen giver udtryk for sit ønske om at udføre varerne til Schweiz.

and declares that, if the other conditions are satisfied, the products in question will qualify for the refund applicable to exports to Switzerland on the day on which the customs authorities accept the declaration whereby the person making it affirms his intention of exporting the products to Switzerland.

Lieu et date d'émission
Ausstellungsort und -datum
Luogo e data di emissione
Plaats en datum van afgifte
Sted og dato for udstedelsen
Place and date of issue

.....

Date limite de validité
Letztes Gültigkeitsdatum
Data limite di validità
Laatste datum van geldigheid
Sidste gyldighedsdato
Expiry date

.....

Cachet de l'organisme émetteur
Stempel der ausstellenden Stelle
Timbro dell'organismo emittente
Stempel van de instelling van afgifte
Den udstedende myndigheds stempel
Stamp of the issuing authority

Signature / Unterschrift / Firma / Handtekening /
Underskrift / Signature

.....

Cadre réservé au visa de la douane du bureau de sortie de la Communauté
 Abschnitt für den Sichtvermerk der Ausgangszollstelle der Gemeinschaft
 Riquadro riservato al visto doganale dell'ufficio di uscita della Comunità
 Vak bestemd voor het visum van het douanekantoor van uitgang van de Gemeenschap
 Rubrik reserveret påtegning af udgangstoldstedet i Fællesskabet
 Section reserved for the stamp of the customs office at the point of exit from the Community

Les produits désignés ci-dessus ont quitté le territoire de la Communauté à destination de la Suisse.
 Die obengenannten Erzeugnisse haben das Gebiet der Gemeinschaft zur Ausfuhr in die Schweiz verlassen.

I prodotti sopra designati hanno lasciato il territorio della Comunità a destinazione della Svizzera.
 Bovenvermelde goederen hebben het grondgebied van de Gemeenschap met bestemming Zwitserland verlaten.

Overnævnte varer har forladt Fællesskabets område for udførsel til Schweiz.

The products designated above have left Community territory for Switzerland.

Cachet du bureau	Lieu / Ort / Luogo / Plaats / Sted / Place
Stempel der Zollstelle	Date / Datum / data / datum / dato / date
Timbro dell'ufficio	
Stempel van het kantoor	Signature / Unterschrift / Firma / Handtekening / Underskrift / Signa-
Toldstedets stempel	
Customs stamp	ture

Cadre réservé aux autorités suisses
 Abschnitt für die Sichtvermerke der Schweizer Behörden
 Riquadro riservato alle autorità svizzere
 Vak bestemd voor de Zwitserse autoriteiten
 Rubrik reserveret de schweiziske myndigheder
 Section reserved for the Swiss authorities

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Cachet du bureau	N° de l'acquit	Signature			

Observations:

Ce titre est à remplir en un original et trois copies au moins en utilisant du papier carbone.

Ce titre n'est valable que 60 jours à partir de la date de son émission.

Ce titre n'est valable que pour la quantité qui y est indiquée; toutefois, une tolérance de 5 % est admise.

Bemerkungen:

Diese Bescheinigung ist in einer Urschrift und mit mindestens drei Durchschriften auszufüllen.

Diese Bescheinigung ist nur 60 Tage vom Tag ihrer Ausstellung an gültig.

Diese Bescheinigung gilt nur für die darin angegebene Menge; Abweichungen bis zu 5 % sind jedoch gestattet.

Osservazioni:

Il presente titolo deve essere redatto in un originale e almeno tre copie utilizzando carta carbone.

Il presente titolo è valido per 60 giorni a decorrere dalla data di emissione.

Il presente titolo è valido unicamente per il quantitativo in esso indicato con una tolleranza del 5 %.

Opmerkingen:

Deze verklaring moet worden ingevuld met ten minste drie doorslagen, met gebruikmaking van carbonpapier.

Deze verklaring geldt slechts 60 dagen vanaf de datum van afgifte.

Deze verklaring is slechts geldig voor de erin vermelde hoeveelheid, een afwijking van 5 % is echter toegestaan.

Bemærkninger:

Denne attest udfyldes i en original og mindst tre gennemslag.

Denne attest gælder kun 60 dage fra datoen for dens udstedelse.

Denne attest gælder kun for det heri anførte kvantum; tolerancer på op til 5 % er dog tilladt.

Notes:

This certificate is to be completed in an original and at least three copies using carbon paper.

This certificate is valid only for 60 days from the date of issue.

This certificate is valid only for the amount indicated thereon; however, a tolerance of 5 % is admissible.

ANNEXE C

ANNEXE II / ANLAGE II / ALLEGATO II / BIJLAGE II / BILAG II / ANNEX II /

Titre de qualité pour l'exportation de certains fromages vers l'Espagne
 Qualitätsbescheinigung für die Ausfuhr bestimmter Käsesorten nach Spanien
 Titolo di qualità per l'esportazione di alcuni formaggi verso la Spagna
 Verklaring van kwaliteit voor de uitvoer van bepaalde kaassoorten naar Spanje
 Kvalitetscertifikat for eksport af visse oste til Spanien
 Certificate of quality for export of certain cheeses to Spain
 Certificado de calidad para la exportación a España de determinados quesos

Original / Original / Originale / Origineel / Original / Original / Original
 (copie / Durchschrift / copia / kopie / kopi / copy / Copia)

Titre n°	}		État membre exportateur	}	
Bescheinigung Nr.			Ausführender Mitgliedstaat		
Titolo n.			Stato membro esportatore		
Verklaring nr.			Lid-Staat van uitvoer		
Attest nr.			Eksporterende medlemsstat		
Certificate No			Exporting Member State		
Certificado n°			Estado miembro exportador		

L'organisme compétent	}	
Die zuständige Stelle		
L'organismo competente		
De bevoegde instantie		
Den kompetente myndighed		
The competent authority		
El organismo competente		

certifie que le lot de	}		kg net	}
bescheinigt, daß die Sendung von			kg netto	
certifica che la partita di			kg netto	
bevestigt dat de partij van			kg netto	
bekræfter, at sendingen på			kg netto	
certifies that the consignment of			kg net	
certifica que la partida de			kg neto	

faisant l'objet de la (des) facture(s) n°	}		du	}	
Gegenstand der Rechnung(en) Nr.			vom		
oggetto della (e) fattura(e) n.			del		
onderwerp zijnde van factuur (uren) nr.			van		
anført i faktura nr.			af		
covered by invoice(s) No			of (date)		
objeto de la(s) factura(s) n°			de (fecha)		

exporté par	}	 ⁽¹⁾
ausgeführt durch		
esportata da		
uitgevoerd door		
udført af		
exported by		
exportada por		

consiste en	}	 ⁽²⁾
besteht aus		
consiste in		
bestaat uit		
består af		
consists of		
consiste en		

N° d'ordre Lfd. Nr. N. d'ordine Volgnr. Løbenr. No of order N° de orden	Colis / Sendungen / Colli / Colli / Kolli / Packages / Bultos		Dénomination du fromage Bezeichnung des Käses Denominazione del formaggio Omschrijving van de kaassoorten Ostens betegnelse Name of cheese Denominación del queso	(2)	Poids net Netto- gewicht Peso netto Netto- gewicht Nettovægt Net weight Peso neto
	Marques et nos Marken und Nummern Marche e numeri Merken en nummers Mærker og numre Marks and numbers Marcas y números	Nombre et nature Anzahl und Art Numero e specie Aantal en aard Antal og art Number and nature Números y naturaleza			

déclare en outre que les fromages faisant l'objet du présent titre ont été produits en

bestätigt außerdem, daß die Käse, die Gegenstand dieser Bescheinigung sind, hergestellt wurden in

dichiara inoltre che i formaggi oggetto del presente titolo sono stati prodotti in

verklaart voorts dat de kaas die het onderwerp is van deze verklaring geproduceerd is in

erklærer tillige, at ostene, der er genstand for dette certifikat, er fremstillet i

declares also that the cheeses forming the subject of this certificate were produced in

declara, además, que los quesos objeto del presente certificado se han producido en

.....(3)

sont de qualité saine, loyale et marchande et répondent aux dispositions relatives à la composition applicables à l'exportation dans ce pays.

von gesunder und handelsüblicher Qualität sind und hinsichtlich der Zusammensetzung den Bestimmungen entsprechen, die in diesem Land bei der Ausfuhr angewandt werden.

sono di qualità sana, leale e mercantile e sono conformi alle disposizioni relative alla composizione applicabili all'esportazione in detto paese.

van gezonde handelskwaliteit is en beantwoordt aan de bepalingen betreffende de samenstelling die in dat land van toepassing zijn bij de uitvoer.

at de er af god og sund handelskvalitet og opfylder de i dette land for eksport gældende bestemmelser vedrørende varens sammensætning.

are of sound, and fair marketable quality and comply with the provisions relating to composition applicable to exports in this country.

son de calidad sana, leal y comercial y cumplen las disposiciones relativas a la composición, aplicables a la exportación en este país.

Lieu et date d'émission
Ausstellungsort und Datum
Luogo e data di emissione
Plaats en datum van afgifte
Sted og dato for udstedelsen
Place and date of issue
Lugar y fecha de emisión

Signature / Unterschrift / Firma

Handtekening / Underskrift

Signature / Firma

Cachet de l'organisme émetteur
Stempel der ausstellenden Stelle
Timbro dell'organismo emittente
Stempel van de instelling van afgifte
Den udstedende myndigheds stempel
Stamp of issuing authority
Sello del Organismo emisor

- (1) { Nom et prénom ou raison sociale et adresse complète de l'exportateur
Name und Vorname oder Firma und vollständige Adresse des Ausfühlers
Nome e cognome o ragione sociale e indirizzo completo dell'esportatore
Naam en voornaam of firmaam en volledig adres van de exporteur
Eksportørens navn og fornavn eller firmanavn og fuldstændige adresse
Surname and first name or company name and full address of exporter
Apellido y nombre o razón social y dirección completa del exportador
- (2) { Mentionner le type du fromage en plus de la marque éventuelle ou de la dénomination commerciale
Außer eventueller Angabe der Marke oder Handelsbezeichnung, Angabe der Art des Käses
Indicare il tipo del formaggio oltre all'eventuale marca o alla denominazione commerciale
Naast het eventuele merk of de handelsbenaming de kaassoort aangeven
Udover evt. mærke eller handelsbetegnelse anføres ostesort
Mention type of cheese in addition to any brand or trade name
Menciónese el tipo de queso, la marca si la hubiera y en su defecto la denominación comercial
- (3) { Indiquer l'État membre de production
Angabe des Hersteller-Mitgliedstaats
Indicare lo Stato membro produttore
De Lid-Staat van produktie aangeven
Medlemsstat, i hvilken fremstillingen har fundet sted
Indicate producing Member State
Indíquese el Estado miembro productor

Cadre réservé au visa de la douane du bureau de sortie de la Communauté
Abschnitt für den Sichtvermerk der Ausgangszollstelle der Gemeinschaft
Riquadro riservato al visto doganale dell'ufficio di uscita della Comunità
Vak bestemd voor het visum van het douanekantoor van uitgang van de Gemeenschap
Dette felt er forbeholdt attestation fra det toldsted, hvorigennem varerne forlader Fællesmarkedet
Space reserved for stamp of customs office of exit from the Community
Espacio reservado al visado de la Aduana de salida de la Comunidad

Les produits désignés dans le cadre ci-dessus ont quitté le territoire de la Communauté
Die im obengenannten Abschnitt erwähnten Erzeugnisse haben das Gebiet der Gemeinschaft verlassen
I prodotti designati nel riquadro di cui sopra hanno lasciato il territorio della Comunità
De goederen, in bovenvermeld vak aangeduid, hebben het grondgebied van de Gemeenschap verlaten
De i det foranstående nævnte varer har forladt Fællesmarkedets område
The products described in the panel above have left the territory of the Community
Los productos indicados en el cuadro de más arriba han salido del territorio de la Comunidad

Cachet du bureau
Stempel der Zollstelle
Timbro dell'ufficio
Stempel van het kantoor
Toldstedets stempel
Customs stamp
Sello de la Aduana

Lieu / Ort / Luogo / Plaats / Sted / Place / Lugar
Date / Datum / Data / Datum / Dato / Date / Fecha
Signature / Unterschrift / Firma / Handtekening / Underskrift /
Signature / Firma

ANNEXE D

ANNEXE III / ANLAGE III / ALLEGATO III / BIJLAGE III / BILAG II / ANNEX III /

Titre pour l'exportation de certains fromages vers l'Espagne
 Bescheinigung für die Ausfuhr bestimmter Käsesorten nach Spanien
 Titolo per l'esportazione di alcuni formaggi verso la Spagna
 Verklaring voor de uitvoer van bepaalde kaassoorten naar Spanje
 Certifikat for eksport af visse oste til Spanien
 Certificate for export of certain cheeses to Spain
 Certificado para la exportación a España de determinados quesos

Original / Original / Originale / Origineel / Original / Original / Original
 (copie / Durchschrift / copia / kopie / kopi / copy / copia)

Titre n°	}		État membre exportateur	}	
Bescheinigung Nr.			Ausführender Mitgliedstaat		
Titolo n.			Stato membro esportatore		
Verklaring nr.			Lid-Staat van uitvoer		
Certificat nr.			Eksporterende medlemsstat		
Certificate No			Exporting Member State		
Certificado n°			Estado miembro exportador		

L'organisme compétent	}	
Die zuständige Stelle		
L'organismo competente		
De bevoegde instantie		
Den kompetente myndighed		
The competent body		
El organismo competente		

certifie que le lot de	}		kg net	}
bescheinigt, daß die Sendung von			kg netto	
certifica che la partita di			kg netto	
bevestigt dat de partij van			kg netto	
attesterer at partiet omfattende			kg netto	
certifies that the consignment of			kg net	
certifica que la partida de			kg neto	

faisant l'objet de la (des) facture(s) n°	}		du	}	
Gegenstand der Rechnung(en) Nr.			vom		
oggetto della (e) fattura(e) n.			del		
onderwerp zijnde van factuur (uren) nr.			van		
svarende til faktura			af		
subject of invoice(s) No			of (date)		
objeto de la(s) factura(s) n°			de (fecha)		

exporté par	}	 ⁽¹⁾
ausgeführt durch		
esportata da		
uitgevoerd door		
eksporteret af		
exported by		
exportada por		

consiste en	}	 ⁽²⁾⁽³⁾
besteht aus		
consiste in		
bestaat uit		
består af		
consists of		
consiste en		

N° d'ordre Lfd. Nr. N. d'ordine Volgnr. Løbenr. Serial No N° de orden	Colis / Sendungen / Colli / Colli / Kolli / Packages / Bultos		Dénomination du fromage Bezeichnung des Käses Denominazione del formaggio Omschrijving van de kaassoort Ostens betegnelse Name of cheese Denominación del queso	(2) (3)	Poids net Netto- gewicht Peso netto Netto- gewicht Nettovægt Net weight Peso neto
	Marques et nos Marken und Nummern Marche e numeri Merken en nummers Mærker og numre Marks and numbers Marcas y números	Nombre et nature Anzahl und Art Numero e specie Aantal en aard Antal og art Number and nature Número y naturaleza			

déclare que les fromages faisant l'objet du présent titre répondent aux dispositions relatives à la composition applicables dans l'État membre producteur prévues à l'exportation et sont de qualité saine, loyale et marchande;

bestätigt, daß die Käse, die Gegenstand dieser Bescheinigung sind, hinsichtlich der Zusammensetzung den Bestimmungen entsprechen, die im Hersteller-Mitgliedstaat bei der Ausfuhr angewandt werden, und von gesunder und handelsüblicher Qualität sind;

dichiara che i formaggi oggetto del presente titolo sono conformi alle disposizioni relative alla composizione applicabili nello Stato membro produttore previste all'esportazione e sono di qualità sana, leale e mercantile;

verklaart dat de kaas, die het onderwerp is van deze verklaring, beantwoordt aan de bepalingen betreffende de samenstelling die in de producerende Lid-Staat van toepassing zijn bij de uitvoer;

erklærer at ostene, der er genstand for dette certifikat, i henseende til deres sammensætning opfylder de bestemmelser, der gælder for eksport fra den medlemsstat, hvor fremstillingen har fundet sted, og at de er af god og sund handelskvalitet;

declares that the cheeses which are the subject of this certificate comply with the provisions relating to composition applicable to exports in the producing Member State and are of sound, and fair marketable quality;

declara que los quesos objeto del presente certificado cumplen las disposiciones relativas a la composición, aplicables a la exportación en el Estado miembro productor, y son de calidad sana, leal y comercial;

déclare en outre que, si les autres conditions sont remplies, les produits en cause bénéficieront de la restitution valable pour les exportations vers l'Espagne, à l'exclusion des territoires douaniers à régime particulier, le jour au cours duquel le service des douanes accepte l'acte par lequel le déclarant manifeste sa volonté de procéder à l'exportation vers l'Espagne à l'exclusion des territoires douaniers à régime particulier;

bestätigt außerdem, daß bei Vorliegen der übrigen Voraussetzungen für die Erzeugnisse die Erstattung gezahlt wird, die für Ausfuhren nach Spanien — mit Ausnahme der Zollgebiete mit besonderer Regelung — an dem Tage gilt, an dem die Zollstelle die Erklärung annimmt, durch die der Erklärende seinen Willen kundgibt, die Erzeugnisse nach Spanien auszuführen, mit Ausnahme der Zollgebiete mit besonderer Regelung;

dichiara inoltre che, se le altre condizioni sono soddisfatte, i prodotti in causa beneficeranno della restituzione valida per le esportazioni verso la Spagna, ad esclusione dei territori doganali a regime particolare, il giorno nel quale il servizio delle dogane accetta l'atto con il quale il dichiarante manifesta la sua volontà di procedere all'esportazione verso la Spagna ad esclusione dei territori doganali a regime particolare;

verklaart voorts dat, indien aan de overige voorwaarden is voldaan, voor de betrokken produkten de restitutie zal worden toegekend, welke voor de uitvoer naar Spanje, met uitzondering van de douanegebieden met een bijzondere regeling, geldt op de dag, waarop de douanediens het document in ontvangst neemt, waarbij de declarant zijn voornemen te kennen geeft over te gaan tot de uitvoer naar Spanje, met uitzondering van de douanegebieden met een bijzondere regeling;

erklærer tillige, at der for vedkommende varer såfremt de yderligere betingelser herfor er tilstede — vil blive udbetalt det restitutionsbeløb, der for eksport til Spanien, undtaget toldområder underkastet særlige bestemmelser, er gældende den dato, på hvilken toldmyndighederne accepterer eksportørens erklæring om at ville eksportere varerne til Spanien, undtaget toldområder underkastet særlige bestemmelser;

declares, moreover, that, if the other conditions are satisfied, the products in question shall benefit from the restitution on exports to Spain, excluding customs territories with special arrangements, valid on the day on which the customs authorities accept the declaration by the exporter expressing his willingness to export to Spain, excluding customs territories with special arrangements;

declara, además, que dichos productos, si se cumplen las demás condiciones, se beneficiarán de las compensaciones en vigor para las exportaciones a España, salvo las exportaciones a territorios aduaneros de régimen particular, el día en que el Servicio de Aduanas acepte la declaración del exportador relativa a su voluntad de exportar a España, salvo que se trate de exportaciones a territorios aduaneros de régimen particular.

déclare enfin que l'exportateur a remis la déclaration visée à l'article 5 du règlement (CEE) n° 1579/70 ⁽⁴⁾.

bestätigt schließlich, daß der Exporteur die in Artikel 5 der Verordnung (EWG) Nr. 1579/70 ⁽⁴⁾ genannte Erklärung übermittelt hat.

dichiara infine che l'esportatore ha consegnato la dichiarazione di cui all'articolo 5 del regolamento (CEE) n. 1579/70 ⁽⁴⁾.

verklaart ten slotte dat de exporteur de verklaring voorzien bij artikel 5 van Verordening (EEG) nr. 1579/70 ⁽⁴⁾ heeft overgelegd.

erklærer endelig, at eksportøren har fremlagt den i artikel 5 i forordning (EØF) Nr. 1579/70 ⁽⁴⁾ nævnte erklæring.

Declares also that the exporter has submitted the declaration referred to in Article 5 of Regulation (EEC) No 1579/70 ⁽⁴⁾.

declara también que el exportador ha presentado la declaración a que se refiere el artículo 5 del reglamento (CEE) no. 1579/70 ⁽⁴⁾.

Lieu et date d'émission	}	
Ausstellungsort und -datum		
Luogo e data d'emissione		
Plaats en datum van afgifte		
Sted og dato for udstedelsen		
Place and date of issue		
Lugar y fecha de emisión		

Date limite de validité	}	
Gültig bis zum		
Data limite di validità		
Laatste datum van geldigheid		
Sidste gyldighedsdato		
Last day of validity		
Fecha limite de validez		

Cachet de l'organisme émetteur	Signature/Unterschrift/Firma/Handtekening/Under- skrift/Signature/Firma
Stempel der ausstellenden Stelle	
Timbro dell'organismo emittente	
Stempel van de instelling van afgifte	
Den udstedende myndigheds stempel	
Stamp of issuing body	
Sello del Organismo emisor	

(¹) { Nom et prénom ou raison sociale et adresse complète de l'exportateur
Name and Vorname oder Firma und vollständige Anschrift des Exporteurs
Nome e cognome o ragione sociale e indirizzo completo dell'esportatore
Naam en voornaam of firmanaam en volledig adres van de exporteur
Eksportørens navn og fornavn eller firmanavn og fuldstændige adresse
Surname and first name or company name and full address of exporter
Apellidos y nombre o razón social y dirección completa del exportador

- (2) Pour les fromages fondus indiquer la teneur en matières grasses en poids de la matière sèche et éventuellement s'ils sont fabriqués à partir d'Emmental ou de Gruyère
 Für Schmelzkäse den Fettgehalt in Gewichtshundertteilen in der Trockenmasse angeben und gegebenenfalls, ob der Schmelzkäse aus Emmentaler oder Greyerzer hergestellt wurde
 Per i formaggi fusi indicare il tenore di materie grasse, in peso, della sostanza secca ed eventualmente se sono stati fabbricati con Emmental o Gruyère
 Bij gesmolten kaas, het vetgehalte in gewichtspersenten, berekend op het droge stof-gehalte, aangeven en eventueel of de gesmolten kaas bereid is op basis van Emmental- of Gruyèrekaas
 For smelteost anførest det vægtmæssige indhold af fedt i tørstof samt, i givet fald, om varen er fremstillet af Emmental eller Gruyère
 For processed cheeses, indicate the fat content by weight in the dry matter, and where appropriate, if produced from Emmental or Gruyère
 Para los quesos fundidos indiquese el contenido de materia grasa en peso del extracto seco y en su caso, si se han fabricado con Emmental o Gruyère
- (3) Mentionner le type du fromage en plus de la marque éventuelle ou de la dénomination commerciale
 Außer eventueller Angabe der Marke oder Handelsbezeichnung, Angabe der Art des Käses
 Indicare il tipo di formaggio oltre all'eventuale marca o denominazione commerciale
 Naast het eventuele merk of de handelsbenaming de kaassoort aangeven
 Udoover evt. mærke eller handelsbetegnelse anføres ostesort
 Mention the type of cheese in addition to any brand, or trade name
 Menciónese el tipo del queso, la marca si la hubiera o en su defecto la denominación comercial
- (4) Cette déclaration ne s'applique qu'aux exportations de fromages Emmental et Gruyère relevant de la sous-position 04.04 A, fromages fondus relevant de la sous-position 04.04 D, Cheddar, Chester relevant de la sous-position 04.04 E I (b) 1 ainsi que de l'Edam néerlandais de première qualité relevant de la sous-position 04.04 E I (b) 5 du tarif douanier commun
 Diese Erklärung betrifft nur die Ausfuhr vom Emmentaler- und Greyerzer-Käse der Tarifstelle 04.04 A, Schmelzkäse der Tarifstelle 04.04 D, Cheddar, Chester der Tarifstelle 04.04 E I (b) 1 und niederländischen Edamer erster Qualität der Tarifstelle 04.04 E I (b) 5 des Gemeinsamen Zolltarifs
 Questa dichiarazione si applica solo all'esportazione di formaggi Emmental e Gruyère della sottovoce 04.04 A, di formaggi fusi della sottovoce 04.04 D, di formaggi Cheddar e Chester della sottovoce 04.04 E I (b) 1 nonché dell'Edam olandese di prima qualità della sottovoce 04.04 E I (b) 5 della tariffa doganale comune
 Deze verklaring heeft uitsluitend betrekking op de uitvoer van Emmental en Gruyèrekaas, behorende tot de onderverdeling 04.04 A, gesmolten kaas behorende tot de onderverdeling 04.04 D, Cheddar- en Chesterkaas, behorende tot de onderverdeling 04.04 E I (b) 1, alsmede Nederlandse Edammerkaas van eerste kwaliteit, behorende tot de onderverdeling 04.04 E I (b) 5 van het gemeenschappelijk douanetarief
 Denne erklæring vedrører kun udførsel af Emmentaler og Gruyère under Pos. nr. 04.04 A, smelteost under Pos. nr. 04.04 D, Cheddar og Chester under Pos. nr. 04.04 E I (b) i og hollandsk Edam ost af første kvalitet under Pos. nr. 04.04 E I (b) 5 i den fælles toldtarif.
 This declaration applies only to exports of Emmental and Gruyère cheeses falling within subheading No 04.04 A, processed cheeses falling within subheading No 04.04 D, Cheddar, including Chester cheese falling within subheading No 04.04 E I (b) 1 and first quality Dutch Edam Cheese falling within subheading No 04.04 E I (b) 5 of the Common Customs Tariff.
 Esta declaración solo es aplicable a las exportaciones de quesos Emmental y Gruyère que corresponden a las subpartidas 04.04 A, a las de quesos fundidos de las subpartidas 04.04 D, las de quesos Cheddar y Chester de las subpartidas 04.04 E I (b) 1 y las de quesos Edam holandes de primera calidad de las subpartidas 04.04 E I (b) 5 del Arancel de Aduanas común

Cadre réservé au visa de la douane du bureau de sortie de la Communauté

Abschnitt für den Sichtvermerk der Ausgangszollstelle der Gemeinschaft

Riquadro riservato al visto doganale dell'ufficio di uscita della Comunità

Vak bestemd voor het visum van het douanekantoor van uitgang van de Gemeenschap

Dette felt er forbeholdt attestation fra det toldsted, hvorigennem varerne forlader Fællesmarkedet

Space reserved for stamp of the customs office of exit from the Community

Espacio reservado para el visado de la Aduana de salida de la Comunidad

Les produits désignés dans le cadre ci-dessus ont quitté le territoire de la Communauté

Die im obengenannten Abschnitt erwähnten Erzeugnisse haben das Gebiet der Gemeinschaft verlassen

I prodotti designati nel riquadro di cui sopra hanno lasciato il territorio della Comunità

De goederen, in bovenvermeld vak aangeduid, hebben het grondgebied van de Gemeenschap verlaten

De i det foranstående nævnte varer har forladt Fællesmarkedets område

The products described in the panels above have left the territory of the Community

Los productos indicados en el cuadro de más arriba han salido del territorio de la Comunidad

Cachet du bureau	Lieu/Ort/Luogo/Plaats/Sted/Place/Lugar
Stempel der Zollstelle	Date/Datum/Data/Datum/Dato/Date/Fecha
Timbro dell'ufficio	Signature/Unterschrift/Firma/Handtekening/Underskrift/
Stempel van het kantoor	Signature/Firma
Toldstedets stempel	
Customs stamp	
Sello de la Aduana	

Cadre réservé aux autorités espagnoles
Abschnitt für die Sichtvermerke der spanischen Behörden
Riquadro riservato alle autorità spagnole
Vak bestemd voor de Spaanse autoriteiten
Feltet forbeholdt de spanske myndigheder
Space reserved for the Spanish authorities
Espacio reservado para el visado de la Aduana española

Sello de la aduana	Lugar/Place
Customs stamp	Fecha/Date
	Firma/Signature

Observations:

Cet titre est à remplir en un original et trois copies au moins en utilisant du papier carbone.
Ce titre n'est valable que 60 jours à partir de la date de son émission.
Ce titre n'est valable que pour la quantité qui y est indiquée; toutefois, une tolérance de 5% est admise.

Bemerkungen:

Diese Bescheinigung ist in einer Urschrift und mit mindestens drei Durchschriften auszufüllen.
Diese Bescheinigung ist nur 60 Tage vom Tag ihrer Ausstellung an gültig.
Diese Bescheinigung gilt nur für die darin angegebene Menge; Abweichungen bis zu 5% sind jedoch gestattet.

Osservazioni:

Il presente titolo deve essere redatto in un originale e almeno tre copie utilizzando carta carbone.
Il presente titolo è valido per 60 giorni a decorrere dalla data di emissione.
Il presente titolo è valido unicamente per il quantitativo in esso indicato con una tolleranza del 5%.

Opmerkingen:

Deze verklaring moet worden ingevuld met ten minste drie doorslagen met gebruikmaking van carbonpapier.
Deze verklaring geldt slechts 60 dagen vanaf de datum van afgifte.
Deze verklaring is slechts geldig voor de erin vermelde hoeveelheid; een afwijking van 5% is echter toegelaten.

Bemærkninger:

Dette certifikat skal udfærdiges i original og mindst tre kopier med gennemslag.
Dette certifikat er kun gyldigt i 60 dage fra udstedelsesdatoen.
Dette certifikat gælder kun for den heri angivne mængde; en afvigelse på 5% er dog tilladt.

Notes:

This certificate is to be made out in an original and at least three copies, using carbon paper.
This certificate is valid only for 60 days from date of issue.
This certificate is valid only for the quantity indicated thereon; however, a tolerance of 5% is admissible.

Observaciones:

Este certificado se extenderá en original y tres copias por lo menos, utilizando papel carbón.
Este certificado tiene un plazo de validez de 60 días a partir de la fecha de emisión.
Este certificado solo es válido para la cantidad en el mismo indicada; sin embargo, se admite una tolerancia del 5%.

ANNEXE E

ANNEXE IV

Déclaration

Le soussigné ⁽¹⁾

 déclare que le prix du lot de kg de fromage ⁽²⁾
 faisant l'objet de la facture n°
 du à exporter à destination de l'Espagne, à l'ex-
 clusion des territoires douaniers à régime particulier, ne sera pas inférieur à
 ⁽³⁾ unités de compte par 100 kilogrammes poids net franco frontière espagnole
 ou caf port espagnol;

déclare, en outre, qu'à l'exportation des fromages en cause ne sont ni ne seront accordées à
 l'acheteur de ristournes ou primes ou autre forme de rabais qui puissent avoir pour conséquence
 d'aboutir à une valeur inférieure à la valeur indiquée ci-dessus.

Lieu et date:

Signature:

⁽¹⁾ Nom et prénom ou raison sociale et adresse complète de l'exportateur.

⁽²⁾ Mentionner le type de fromage en plus de la marque éventuelle ou de la dénomination commerciale.

⁽³⁾ Les prix ne doivent pas être inférieurs à:

- 143,29 unités de compte par 100 kg poids net pour les fromages Emmental et Gruyère en formes entières relevant de la sous-position 04.04 A 1 a) 1 du tarif douanier espagnol;
- 157,14 unités de compte par 100 kg poids net pour les fromages Emmental et Gruyère en morceaux conditionnés sous vide d'un poids supérieur à 1 kg relevant de la sous-position 04.04 A 1 b) 1 du tarif douanier espagnol;
- 166,29 unités de compte par 100 kg poids net pour les fromages Emmental et Gruyère en morceaux conditionnés sous vide d'un poids égal ou inférieur à 1 kg et supérieur à 75 g relevant de la sous-position 04.04 A 1 c) 1 du tarif douanier espagnol;
- 140,67 unités de compte par 100 kg poids net pour les fromages fondus fabriqués à partir d'Emmental ou de Gruyère relevant des sous-positions 04.04 D 1 a) et 04.04 D 1 b) du tarif douanier espagnol;
- 143,50 unités de compte par 100 kg poids net pour les fromages fondus fabriqués à partir d'Emmental ou de Gruyère relevant de la sous-position 04.04 D 1 c) du tarif douanier espagnol;
- 121,57 unités de compte par 100 kg poids net pour les autres fromages fondus relevant de la sous-position 04.04 D 2 a) du tarif douanier espagnol;
- 124,64 unités de compte par 100 kg poids net pour les autres fromages fondus relevant de la sous-position 04.04 D 2 b) du tarif douanier espagnol;
- 127,64 unités de compte par 100 kg poids net pour les autres fromages fondus relevant de la sous-position 04.04 D 2 c) du tarif douanier espagnol;
- 115,54 unités de compte par 100 kg poids net pour le fromage Cheddar d'une maturation inférieure à 3 mois relevant de la sous-position 04.04 G 1 b) 1 du tarif douanier espagnol;
- 126,36 unités de compte par 100 kg poids net pour le fromage Cheddar d'une maturation égale ou supérieure à 3 mois relevant de la sous-position 04.04 G 1 b) 1 du tarif douanier espagnol;
- 118,71 unités de compte par 100 kg poids net pour le fromage Edam néerlandais de première qualité d'une teneur minimum en matières grasses de 40% en poids de la matière sèche et d'une maturation de 7 à 8 semaines relevant de la sous-position 04.04 G 1 b) 3 du tarif douanier espagnol.

ANNEXE F

Liste visée à l'article 35 paragraphe 2

Durée de validité des certificats d'exportation dans le secteur du lait et des produits laitiers
(applicable à partir du 1^{er} février 1973)

Durée de validité	Numéro du tarif douanier commun	Désignation du produit	Destination obligatoire
a) 30 jours	—	—	—
b) Jusqu'à la fin du troisième mois calendrier suivant celui de la déli- vrance du certifi- cat	—	—	—
c) Jusqu'à la fin du cinquième mois calendrier suivant celui de la déli- vrance du certifi- cat	les produits visés à l'article 1 ^{er} du règle- ment (CEE) n° 804/ 68	—	—

RÈGLEMENT (CEE) N° 768/73 DE LA COMMISSION

du 26 février 1973

modifiant le règlement (CEE) n° 2552/69, du 17 décembre 1969, déterminant les conditions d'admission du whisky « Bourbon » dans la sous-position 22.09 C III a) du tarif douanier commun

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 97/69 du Conseil, du 16 janvier 1969, relatif aux mesures à prendre pour l'application uniforme de la nomenclature du tarif douanier commun ⁽¹⁾,

considérant que le règlement (CEE) n° 2552/69 de la Commission du 17 décembre 1969 ⁽²⁾ subordonne l'admission dans la sous-position 22.09 C III a) du whisky « Bourbon » à la présentation d'un certificat d'authenticité du modèle figurant à l'annexe I dudit règlement ; que, à l'annexe II du même règlement, il est stipulé que l'organisme émetteur du certificat d'authenticité est l' « US Treasury Department – Internal Revenue Service – Washington D.C. » ;

considérant que la mission des États-Unis auprès des Communautés européennes a fait savoir, par communication en date du 3 novembre 1972, que, par suite de la création du « Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms », c'est ce bureau qui est désormais chargé de l'émission du certificat d'authenticité pour le whisky « Bourbon » au lieu et place de l' « Internal Revenue Service » ;

considérant d'autre part qu'à l'expérience il s'avère utile d'apporter certains amendements au règlement en cause afin d'éviter des divergences d'application ;

considérant que les dispositions prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de la Nomenclature du tarif douanier commun,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'article 2 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2552/69 du 17 décembre 1969 est remplacé par le texte suivant :

« 1. Le certificat est établi sur une formule du modèle figurant en annexe I du présent règlement. Le format du certificat est d'environ 21 cm x 30 cm. Le papier à utiliser est un papier de couleur blanche, bordé de jaune. »

Article 2

L'article 7 du règlement (CEE) n° 2552/69 du 17 décembre 1969 est supprimé.

Article 3

Les annexes I et II du règlement (CEE) n° 2552/69 du 17 décembre 1969 sont remplacées par les annexes I et II du présent règlement.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 1973. Toutefois, jusqu'au 30 juin 1973, le whisky « Bourbon » est également admis dans la sous-position 22.09 C III a) sur présentation d'un certificat d'authenticité répondant aux exigences définies au règlement (CEE) n° 2552/69 du 17 décembre 1969 tel qu'il est applicable jusqu'au 31 mars 1973.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 26 février 1973.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 14 du 21. 1. 1969, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 320 du 20. 12. 1969, p. 19.

ANNEX I — ANNEXE I — ANHANG I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — BILAG I

(Front — recto — Vorderseite — recto — recto — recto — forside)

Certificate of authenticity	Certificat d'authenticité	Echtheitszeugnis	Certificato di autenticità	Certificaat van echtheid	Ægtheds-certifikat	BOURBON WHISKEY
N°						
Consignor (Name and address)					Shipped by S/S — by air	
Expéditeur (Nom et adresse)					Expédié par bateau — par avion	
Absender (Name und Anschrift)					Verschrift durch M/S — versandt durch Flugzeug	
Speditore (Cognome e indirizzo)					Spedito per nave — con aeroplano	
Afzender (Naam en adres)					Verscheept per schip — verzonden per vliegtuig	
Afsender (Navn og adresse)					Forsendelsesmåde, skib / fly	
Consignee (Name and address)						
Destinataire (Nom et adresse)						
Empfänger (Name und Adresse)						
Destinatario (Cognome e indirizzo)						
Ontbieder (Naam en adres)						
Modtager (Navn og adresse)						

Number of packages Nombre de colis Anzahl der Packstücke Numero dei colli Aantal colli Antal kolli	Serial numbers & marks Marques & numéros Zeichen & Nummern Marche e numeri Merken en nummers Mærker og numre	Quantity - Nombre - Anzahl - Quantità - Aantal - Antal		Weight - Poids - Gewicht - Peso - Gewicht - Vægt		Quantity (Litres) Quantité (Litres) Menge (Liter) Quantità (Litri) Hoeveelheid (Liters) Kvantum (liter)	Observations Observations Bemerkungen Osservazioni Opmerkingen Bemærkninger
		Casks Fûts Fässer Fusti Fusten Fade	Bottles Bouteilles Flaschen Bottiglie Flessen Flasker	gross brut brutto lordo bruto brutto	net net netto netto netto netto		

The Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms certifies that the above Bourbon whiskey was distilled in the United States at not exceeding 160° proof (80° Gay-Lussac) from a fermented mash of grain of which not less than 51% was corn grain (maize) and aged for not less than two years in charred new oak containers.

Le Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms, certifie que le whisky Bourbon décrit ci-dessus a été obtenu aux U.S.A. directement à 160° proof (80° Gay-Lussac) au maximum, exclusivement par distillation de moûts fermentés d'un mélange de céréales contenant au moins 51% de grains de maïs et qu'il a vieilli pendant au moins deux ans en fûts de chêne neufs superficiellement carbonisés.

Das Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms, bestätigt, daß der obengenannte Bourbon-Whiskey in den USA unmittelbar mit einer Stärke von höchstens 160° proof (80° Gay-Lussac) durch Destillation aus vergorener Getreidemaische mit einem Anteil an Mais von mindestens 51 Gewichts-hundertteilen hergestellt wurde und daß er mindestens 2 Jahre in neuen, innen angekohlten Eichenfässern gelagert hat.

Il Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms, certifica che il whiskey Bourbon sopra descritto è stato ottenuto negli USA direttamente a non più di 160° proof (80° Gay-Lussac) esclusivamente per distillazione di mosti fermentati di una miscela di cereali contenente almeno 51% di granturco e che è stato invecchiato per almeno due anni in fusti nuovi di quercia carbonizzati superficialmente.

Het Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms verklaart dat de hierboven omschreven Bourbon whiskey met een sterkte van niet meer dan 160° proof (80° Gay-Lussac) in de Verenigde Staten van Noord-Amerika in één produktiegang is verkregen uitsluitend door distillatie van gegist beslag van gemengde granen bestaande uit ten minste 51 gewichtspercenten (%) maïs en dat deze whiskey gedurende ten minste twee jaar is gelagerd in nieuwe, aan de binnenzijde verkoolde, eikehouten vaten.

The Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms bekræfter, at forannævnte Bourbon-whisky med en styrke på højst 160° proof (80° Gay-Lussac) er fremstillet i USA i en arbejdsgang udelukkende ved destillering af gæret urt af en kornblanding indeholdende mindst 51% majs, og at den er lagret i mindst 2 år i nye, indvendigt forkullede egetræsfade.

Place and date of issue

Lieu et date d'émission

Ort und Datum der Ausstellung

Luogo e data di emissione

Plaats en datum van afgifte

Sted og dato for udstedelsen

UNITED STATES DEPARTMENT OF THE TREASURY

Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms

(Signature of authorized Bureau Officer)

(Signature du fonctionnaire habilité)

(Unterschrift des Zeichnungsberechtigten)

(Firma del funzionario abilitato)

(Handtekening van de gemachtigde ambtenaar)

(Underskrift af autoriseret embedsmand)

Seal of the Department of the Treasury

Sceau du Department of the Treasury

Stempel des Department of the Treasury

Timbro dei Department of the Treasury

Stempel van het Department of the Treasury

Department of the Treasury's stempel

ANNEXE II

Organisme émetteur	Pays de provenance
United States Department of the Treasury, Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms, Washington D.C. ou ses bureaux régionaux autorisés	États-Unis d'Amérique du Nord

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

CONSEIL

DIRECTIVE DU CONSEIL

du 19 février 1973

concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension

(73/23/CEE)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 100,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis de l'Assemblée,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que les dispositions en vigueur dans les États membres, en vue d'assurer la sécurité lors de l'utilisation du matériel électrique employé dans certaines limites de tension, obéissent à des conceptions différentes, ce qui a pour effet d'entraver les échanges ;

considérant que, dans certains États membres et pour certains matériels électriques, le législateur, pour atteindre cet objectif de sécurité, a recours à des mesures préventives et répressives au moyen de prescriptions impératives ;

considérant que, dans d'autres États membres, le législateur, pour atteindre ce même objectif, fait renvoi aux normes techniques élaborées par des instituts de normalisation ; que ce système présente l'avantage d'une adaptation rapide au progrès technique sans pour autant négliger les impératifs de la sécurité ;

considérant que certains États membres procèdent à des opérations de caractère administratif tendant à agréer les normes ; que cet agrément n'affecte en

rien le contenu technique des normes ni ne limite leurs conditions d'utilisation ; qu'un tel agrément ne peut donc modifier les effets attachés, au point de vue communautaire, à une norme harmonisée et publiée ;

considérant que, sur le plan communautaire, la libre circulation du matériel électrique doit intervenir lorsque ce matériel répond à certaines exigences en matière de sécurité reconnues dans tous les États membres ; que, sans préjudice de tout autre mode de preuve, la preuve du respect de ces exigences peut être établie par un renvoi à des normes harmonisées les concrétisant ; que ces normes harmonisées doivent être établies d'un commun accord par des organismes, qui sont notifiés par chaque État membre aux autres États membres et à la Commission, et doivent faire l'objet d'une large publicité ; qu'une telle harmonisation doit permettre d'éliminer, sur le plan des échanges, les inconvénients résultant des divergences entre normes nationales ;

considérant que, sans préjudice de tout autre mode de preuve, la conformité du matériel électrique à ces normes harmonisées peut être présumée du fait de l'apposition ou de la délivrance de marques ou de certificats sous la responsabilité des organismes compétents ou, à défaut, de la déclaration de conformité délivrée par le constructeur ; que les États membres doivent cependant, en vue de faciliter l'élimination des entraves aux échanges, reconnaître ces marques ou certificats ou ladite déclaration en tant qu'éléments de preuve ; que, à cet effet, ces marques

ou certificats devront faire l'objet d'une publicité, notamment par la publication au *Journal officiel des Communautés européennes* ;

considérant que, pour le matériel électrique pour lequel n'existent pas encore des normes harmonisées, la libre circulation peut être assurée, à titre transitoire, par un recours aux normes ou dispositions en matière de sécurité déjà élaborées par d'autres organismes internationaux ou par un des organismes qui établissent les normes harmonisées ;

considérant qu'il pourrait arriver qu'un matériel électrique soit mis en libre circulation bien qu'il ne réponde pas aux exigences en matière de sécurité et que, de ce fait, il est opportun de prévoir des dispositions appropriées pour pallier ce danger,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

On entend par matériel électrique au sens de la présente directive tout matériel électrique destiné à être employé à une tension nominale comprise entre 50 et 1 000 V pour le courant alternatif et 75 et 1 500 V pour le courant continu, à l'exception des matériels et phénomènes repris à l'annexe II.

Article 2

1. Les États membres prennent toutes mesures utiles pour que le matériel électrique ne puisse être mis sur le marché que si, construit conformément aux règles de l'art en matière de sécurité valables dans la Communauté, il ne compromet pas, en cas d'installation et d'entretien non défectueux et d'utilisation conforme à sa destination, la sécurité des personnes et des animaux domestiques ainsi que des biens.

2. L'annexe I résume les principaux éléments des objectifs de sécurité visés au paragraphe 1.

Article 3

Les États membres veillent à ce que les entreprises pour qu'il ne soit pas fait obstacle, pour des raisons de sécurité, à la libre circulation, à l'intérieur de la Communauté, du matériel électrique s'il est de nature à répondre, dans les conditions prévues aux articles 5, 6, 7 ou 8, aux dispositions de l'article 2.

Article 4

Les États membres veillent à ce que les entreprises distributrices d'électricité ne subordonnent pas le raccordement au réseau et l'alimentation en électricité

des consommateurs en ce qui concerne le matériel électrique, à des exigences en matière de sécurité plus strictes que celles prévues à l'article 2.

Article 5

Les États membres prennent toutes mesures utiles pour que leurs autorités administratives compétentes considèrent, en vue de la mise sur le marché visée à l'article 2 ou de la libre circulation visée à l'article 3, comme répondant aux dispositions de l'article 2, notamment le matériel électrique qui satisfait aux dispositions en matière de sécurité des normes harmonisées.

Les normes sont considérées comme harmonisées dès lors que, établies d'un commun accord par les organismes notifiés par les États membres, conformément à la procédure prévue à l'article 11, elles ont été publiées dans le cadre des procédures nationales. Elles doivent être mises à jour en fonction du progrès technologique et de l'évolution des règles de l'art en matière de sécurité.

La liste des normes harmonisées et leurs références sont publiées, à titre d'information, au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 6

1. Pour autant que les normes harmonisées au sens de l'article 5 n'ont pas encore été établies et publiées, les États membres prennent toutes mesures utiles pour que leurs autorités administratives compétentes considèrent également, en vue de la mise sur le marché visée à l'article 2 ou de la libre circulation visée à l'article 3, comme répondant aux dispositions de l'article 2, le matériel électrique qui est conforme aux dispositions, en matière de sécurité, de la Commission internationale des réglementations en vue de l'approbation de l'équipement électrique (CEE-él) ou de l'« International Electrotechnical Commission » (IEC) (Commission électrotechnique internationale), à l'égard desquelles la procédure de publication prévue aux paragraphes 2 et 3 a été accomplie.

2. Les dispositions en matière de sécurité visées au paragraphe 1 sont notifiées aux États membres par la Commission dès l'entrée en vigueur de la présente directive et ensuite dès leur publication. La Commission, après consultation des États membres, indique les dispositions et notamment les variantes dont elle recommande la publication.

3. Les États membres communiquent à la Commission, dans un délai de trois mois, leurs objections éventuelles à l'égard des dispositions ainsi notifiées en indiquant les raisons de sécurité qui s'opposent à

l'acceptation de l'une ou de l'autre disposition concernée.

Les dispositions en matière de sécurité à l'égard desquelles aucune objection n'a été soulevée sont publiées, à titre d'information, au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 7

Pour autant que des normes harmonisées au sens de l'article 5 ou des dispositions en matière de sécurité publiées conformément à l'article 6 n'existent pas encore, les États membres prennent toutes mesures utiles pour que leurs autorités administratives compétentes considèrent également, en vue de la mise sur le marché visée à l'article 2 ou de la libre circulation visée à l'article 3, comme répondant aux dispositions de l'article 2, le matériel électrique construit conformément aux dispositions en matière de sécurité des normes appliquées dans l'État membre de fabrication s'il assure une sécurité équivalente à celle requise sur leur propre territoire.

Article 8

1. Les États membres prennent toutes mesures utiles pour que leurs autorités administratives compétentes permettent également la mise sur le marché visée à l'article 2 ou la libre circulation visée à l'article 3 d'un matériel électrique qui, bien que non conforme aux normes harmonisées visées à l'article 5 ou aux dispositions des articles 6 et 7, satisfait aux dispositions de l'article 2.

2. En cas de contestation, le constructeur ou l'importateur peut présenter un rapport, établi par un organisme notifié conformément à la procédure prévue à l'article 11, relatif à la conformité du matériel électrique aux dispositions de l'article 2.

Article 9

1. Si, pour des raisons de sécurité, un État membre interdit la mise sur le marché d'un matériel électrique ou fait obstacle à sa libre circulation, il en informe immédiatement les autres États membres intéressés et la Commission en indiquant les motifs de sa décision et en précisant notamment :

- si la non-conformité à l'article 2 résulte d'une lacune des normes harmonisées visées à l'article 5, des dispositions visées à l'article 6 ou des normes visées à l'article 7 ;
- si la non-conformité résulte de la mauvaise application desdites normes ou publications ou du non-respect des règles de l'art visées à l'article 2.

2. Si d'autres États membres soulèvent des objections à l'égard de la décision visée au paragraphe 1, la Commission procède, sans délai, à une consultation des États membres intéressés.

3. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'information prévue au paragraphe 1, si un accord n'a pu être obtenu, la Commission recueille l'avis d'un des organismes notifiés conformément à la procédure prévue à l'article 11 ayant son siège en dehors du territoire des États membres intéressés et n'étant pas intervenu dans le cadre de la procédure prévue à l'article 8. L'avis précise dans quelle mesure les dispositions de l'article 2 ne sont pas respectées.

4. La Commission communique l'avis de l'organisme à tous les États membres qui peuvent, dans un délai d'un mois, faire part à la Commission de leurs observations. La Commission prend en même temps connaissance des observations des parties intéressées au sujet de l'avis susvisé.

5. Après avoir pris connaissance de ces observations, la Commission formule, le cas échéant, les recommandations ou avis appropriés.

Article 10

1. Sans préjudice d'autres modes de preuve, les États membres prennent toutes mesures utiles pour que leurs autorités administratives compétentes considèrent comme présomption de conformité aux dispositions des articles 5, 6 et 7 l'apposition sur le matériel électrique d'une marque de conformité ou la délivrance d'un certificat de conformité ou, à défaut, et notamment dans le cas du matériel industriel, la déclaration de conformité délivrée par le constructeur.

2. Les marques ou certificats sont établis, séparément ou d'un commun accord, par les organismes notifiés conformément à la procédure prévue à l'article 11. Les modèles de ces marques ou certificats sont publiés par ces organismes et, à titre d'information, au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 11

Chaque État membre communique aux autres États membres et à la Commission :

- la liste des organismes visés à l'article 5,
- la liste des organismes qui établissent les marques et certificats conformément aux dispositions de l'article 10,
- la liste des organismes qui établissent un rapport conformément aux dispositions de l'article 8 ou donnent un avis conformément aux dispositions de l'article 9,

— l'endroit de la publication visée à l'article 5 deuxième alinéa.

Chaque État membre communique aux autres États membres et à la Commission toute modification à ces indications.

Article 12

La présente directive n'est pas applicable au matériel électrique destiné à l'exportation vers des pays tiers.

Article 13

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de dix-huit mois suivant sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Toutefois, en ce qui concerne le Danemark, ce délai est porté à cinq ans.

2. Les États membres veillent à communiquer à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine couvert par la présente directive.

Article 14

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 19 février 1973

Par le Conseil

Le président

A. LAVENS

ANNEXE I

PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DES OBJECTIFS DE SÉCURITÉ RELATIFS AU MATÉRIEL ÉLECTRIQUE DESTINÉ À ÊTRE EMPLOYÉ DANS CERTAINES LIMITES DE TENSION

1. Conditions générales

- a) Les caractéristiques essentielles dont la connaissance et le respect conditionnent une utilisation conforme à la destination et un emploi sans danger figurent sur le matériel électrique ou, si cela n'est pas possible, sur une notice qui l'accompagne.
- b) La marque de fabrique ou la marque commerciale est apposée distinctement sur le matériel électrique ou, si cela n'est pas possible, sur l'emballage.
- c) Le matériel électrique, ainsi que ses parties constitutives, sont construites de façon telle qu'ils puissent être raccordés de façon sûre et adéquate.
- d) Le matériel électrique est conçu et fabriqué de façon telle que la protection contre les dangers repris aux points 2 et 3 de la présente annexe soit garantie sous réserve d'une utilisation conforme à la destination et d'un entretien adéquat.

2. Protection contre les dangers qui peuvent provenir du matériel électrique

Des mesures d'ordre technique sont prévues conformément au point 1, afin que:

- a) les personnes et les animaux domestiques soient protégés de façon adéquate contre les dangers de blessures ou autres dommages qui peuvent être causés par des contacts directs ou indirects;
- b) des températures, arcs ou rayonnements qui provoqueraient un danger ne se produisent pas;
- c) les personnes, les animaux domestiques et les objets soient protégés de façon appropriée contre les dangers de nature non électrique provenant du matériel électrique et révélés par l'expérience;
- d) l'isolation soit adaptée aux contraintes prévues.

3. Protection contre les dangers qui peuvent être causés par les influences extérieures sur le matériel électrique

Des mesures d'ordre technique sont prévues conformément au point 1, afin que:

- a) le matériel électrique réponde aux exigences mécaniques prévues, de sorte que les personnes, les animaux domestiques et les objets ne soient pas mis en danger;
- b) le matériel électrique résiste aux influences non mécaniques dans les conditions d'environnement prévues, de sorte que les personnes, les animaux domestiques et les objets ne soient pas mis en danger;
- c) le matériel électrique ne mette pas en danger les personnes, les animaux domestiques et les objets dans les conditions de surcharge prévues.

ANNEXE II

**MATÉRIEL ET PHÉNOMÈNES
EXCLUS DU CHAMP D'APPLICATION DE LA DIRECTIVE**

Matériel électrique destiné à être utilisé dans une atmosphère explosive.

Matériels d'électroradiologie et d'électricité médicale.

Parties électriques des ascenseurs et monte-charge.

Compteurs électriques.

Prises de courant (socles et fiches) à usage domestique.

Dispositifs d'alimentation de clôtures électriques.

Perturbations radioélectriques.

Matériel électrique spécialisé, destiné à être utilisé sur les navires ou les avions et dans les chemins de fer, répondant aux dispositions de sécurité établies par des organismes internationaux dont les États membres font partie.

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 4 janvier 1973

fixant le montant maximum de la restitution pour la seizième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72

(Les textes en langues allemande, française, italienne et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

(73/24/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18 décembre 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2429/72 ⁽²⁾, et notamment son article 17 paragraphe 4,

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 de la Commission, du 1^{er} septembre 1972, concernant une adjudication permanente pour la détermination de la restitution à l'exportation pour le sucre blanc ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2523/72 ⁽⁴⁾, les États membres procèdent à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre ;

considérant que, selon les dispositions de l'article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68 du Conseil, du 18 juin 1968, établissant les règles générales concernant l'octroi des restitutions à l'exportation de sucre ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 433/72 ⁽⁶⁾, un montant maximum de la restitution est fixé pour l'adjudication partielle en cause dans un délai de trois jours ouvrables suivant l'expiration du délai de présentation des offres ;

considérant que, pour le calcul du montant maximum, il est tenu compte de la situation de la Communauté en matière d'approvisionnement et de prix, des prix et des possibilités d'écoulement sur le mar-

ché mondial ainsi que des frais afférents à l'exportation de sucre ;

considérant qu'après examen des offres il convient d'arrêter, pour la seizième adjudication partielle, les dispositions visées à l'article 1^{er} ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la seizième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72, le montant maximum de la restitution à l'exportation est fixé à 1,989 unité de compte par 100 kilogrammes.

Article 2

La république fédérale d'Allemagne, le royaume de Belgique, la République française, la République italienne, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 4 janvier 1973

Par la Commission

Le vice-président

Carlo SCARASCIA MUGNOZZA

⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 264 du 23. 11. 1972, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 201 du 2. 9. 1972, p. 8.

⁽⁴⁾ JO n° L 270 du 1. 12. 1972, p. 65.

⁽⁵⁾ JO n° L 143 du 25. 6. 1968, p. 6.

⁽⁶⁾ JO n° L 53 du 2. 3. 1972, p. 1.

AVIS DE LA COMMISSION

du 5 janvier 1973

adressé au gouvernement de la République française au sujet de l'article du projet de loi de finances pour 1973 relatif à la taxe spéciale sur certains véhicules routiers

(73/25/CEE)

Conformément à l'article 1^{er} de la décision du Conseil du 21 mars 1962 instituant une procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives, réglementaires ou administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports ⁽¹⁾, le gouvernement français a communiqué à la Commission, par lettre du 29 novembre 1972 de sa représentation permanente auprès des Communautés européennes, le texte de l'article de la loi de finances pour 1973 relatif à la taxe spéciale sur certains véhicules routiers.

La lettre de la représentation permanente est parvenue à la Commission le 6 décembre 1972. Le gouvernement français a également communiqué le projet aux autres États membres.

Au titre de l'article 2 de la décision du Conseil, la Commission émet l'avis suivant :

1. L'article en question du projet de loi de finances pour 1973 modifie les dispositions de l'article 16 de la loi de finances pour 1968, instituant une taxe spéciale sur certains véhicules routiers, modifiées par l'article 25 de la loi de finances pour 1971, en définissant de nouvelles conditions d'échelonnement dans le temps de l'augmentation des tarifs de la taxe sur certains véhicules routiers de transport de marchandises à deux essieux lorsque le poids total en charge autorisé du véhicule est supérieur à 18,5 tonnes.

2. La Commission constate que les dispositions envisagées visent à étaler sur une période plus longue l'augmentation de la taxe pour les types de véhicules en question et plus particulièrement à reporter du 1^{er} janvier 1974 au 1^{er} janvier 1977 la date de prise d'effet de cette augmentation. Elles ne mettent pas en cause l'orientation et les principes de base de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers instituée par la loi n° 67-114 du 21 décembre 1967 et modifiée par les dispositions de l'article 16 de la loi de finances pour 1968. Sur ces textes, la Commission a pris position dans sa recommandation du 16 novembre 1967 ⁽²⁾ et dans son avis du 2 décembre 1970 ⁽³⁾ adressés au gouvernement français.

3. Sous réserve des considérations formulées par la Commission dans ses deux prises de position antérieures qui gardent toute leur valeur, les dispositions envisagées n'appellent pas d'observation.

4. La Commission informe les autres États membres de cet avis.

Fait à Bruxelles, le 5 janvier 1973

Par la Commission

Le président

S. L. MANSCHOLT

¹⁾ JO n° 23 du 3. 4. 1962, p. 720/62.

⁽²⁾ JO n° 293 du 2. 12. 1967, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 274 du 18. 12. 1970, p. 27.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 10 janvier 1973

fixant le montant maximum de la restitution pour la dix-septième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72

(Les textes en langues allemande, française, italienne et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

(73/26/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18 décembre 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2429/72 ⁽²⁾, et notamment son article 17 paragraphe 4,

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 de la Commission, du 1^{er} septembre 1972, concernant une adjudication permanente pour la détermination de la restitution à l'exportation pour le sucre blanc ⁽³⁾; modifié par le règlement (CEE) n° 2523/72 ⁽⁴⁾, les États membres procèdent à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre ;

considérant que, selon les dispositions de l'article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68 du Conseil, du 18 juin 1968, établissant les règles générales concernant l'octroi des restitutions à l'exportation de sucre ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 433/72 ⁽⁶⁾, un montant maximum de la restitution est fixé pour l'adjudication partielle en cause dans un délai de trois jours ouvrables suivant l'expiration du délai de présentation des offres ;

considérant que, pour le calcul du montant maximum, il est tenu compte de la situation de la Communauté en matière d'approvisionnement et de prix, des prix et des possibilités d'écoulement sur le mar-

ché mondial ainsi que des frais afférents à l'exportation de sucre ;

considérant qu'après examen des offres il convient d'arrêter, pour la dix-septième adjudication partielle, les dispositions visées à l'article 1^{er} ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la dix-septième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72, le montant maximum de la restitution à l'exportation est fixé à 1,939 unité de compte par 100 kilogrammes.

Article 2

La république fédérale d'Allemagne, le royaume de Belgique, la République française, la République italienne, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1973.

Par la Commission

P. J. LARDINOIS

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 264 du 23. 11. 1972, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 201 du 2. 9. 1972, p. 8.

⁽⁴⁾ JO n° L 270 du 1. 12. 1972, p. 65.

⁽⁵⁾ JO n° L 143 du 25. 6. 1968, p. 6.

⁽⁶⁾ JO n° L 53 du 2. 3. 1972, p. 1.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15 janvier 1973

relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la neuvième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1519/72

(73/27/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par l'acte ⁽²⁾ joint au traité relatif à l'adhésion de nouveaux membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique ⁽³⁾, signé à Bruxelles le 22 janvier 1972, et notamment son article 6 paragraphe 7,

vu le règlement (CEE) n° 985/68 du Conseil, du 15 juillet 1968, établissant les règles générales régissant les mesures d'intervention sur le marché du beurre et de la crème de lait ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1075/71 ⁽⁵⁾, et notamment son article 7bis,

considérant que, au titre du règlement (CEE) n° 1519/72 de la Commission, du 14 juillet 1972, relatif à la vente par adjudication de beurre à prix réduit pour l'exportation de certains mélanges de graisses ⁽⁶⁾, les organismes d'intervention ont mis en adjudication permanente certaines quantités de beurre qu'ils détiennent ;

considérant que l'article 9 de ce règlement prévoit qu'il est fixé, pour chaque adjudication particulière et compte tenu des offres reçues, un prix minimum de vente pour chacune des affectations visées à l'article 19 paragraphe 2 sous a) et b) dudit règlement ou décidé de ne pas donner suite à l'adjudication ; que, selon l'article 10 du règlement (CEE) n° 1519/72, le montant de la caution de transformation et d'exportation est à fixer en même temps, compte tenu de la différence entre le prix minimum et le prix de marché du beurre ;

considérant qu'il convient de fixer, en raison des offres faites lors de la neuvième adjudication particu-

lière, les prix minima au niveau visé ci-dessous et de déterminer en conséquence les montants de la caution de transformation et d'exportation ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la neuvième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1519/72 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 9 janvier 1973, le prix minimum à retenir pour l'attribution de l'adjudication et le montant de la caution de transformation et d'exportation sont fixés comme suit :

Affectation du beurre	Prix minimum en UC/100 kg	Caution en UC/100 kg
a) Article 19 paragraphe 2 sous a) du règlement (CEE) n° 1519/72	25,—	161,—
b) Article 19 paragraphe 2 sous b) du règlement (CEE) n° 1519/72	il n'est pas donné suite à l'adjudication	

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 15 janvier 1973.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 14.

⁽³⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 169 du 18. 7. 1968, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 116 du 28. 5. 1971, p. 1.

⁽⁶⁾ JO n° L 162 du 18. 7. 1972, p. 1.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15 janvier 1973

relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la treizième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1259/72

(73/28/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par l'acte ⁽²⁾ joint au traité relatif à l'adhésion des nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique ⁽³⁾, signé à Bruxelles le 22 janvier 1972, et notamment son article 6 paragraphe 7,

vu le règlement (CEE) n° 985/68 du Conseil, du 15 juillet 1968, établissant les règles générales régissant les mesures d'intervention sur le marché du beurre et de la crème de lait ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1075/71 ⁽⁵⁾, et notamment son article 7bis,

considérant que, au titre du règlement (CEE) n° 1259/72 de la Commission, du 16 juin 1972, relatif à la mise à disposition de beurre à prix réduit à certaines entreprises de transformation de la Communauté ⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2161/72 ⁽⁷⁾, les organismes d'intervention ont mis en adjudication permanente certaines quantités de beurre qu'ils détiennent ;

considérant que l'article 9 de ce règlement prévoit que doit être fixé, d'une part, compte tenu des offres reçues, un prix minimum de vente ou qu'il peut être décidé de ne pas donner suite à l'offre et, d'autre part, compte tenu de la différence entre le prix minimum et le prix de marché du beurre, le montant de la caution de transformation ;

considérant qu'il convient de fixer, en raison des offres faites lors de la treizième adjudication particulière, le prix minimum au niveau visé ci-dessous et de déterminer en conséquence la caution de transformation ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la treizième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1259/72 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 9 janvier 1973,

- a) le prix minimum de vente à retenir pour l'adjudication est fixé à 55 UC/100 kg de beurre,
- b) la caution de transformation est fixée à 142 UC/100 kg de beurre.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 15 janvier 1973.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 14.

⁽³⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 169 du 18. 7. 1968, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 116 du 28. 5. 1971, p. 1.

⁽⁶⁾ JO n° L 139 du 17. 6. 1972, p. 18.

⁽⁷⁾ JO n° L 231 du 11. 10. 1972, p. 12.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 17 janvier 1973

fixant le montant maximum de la restitution pour la dix-huitième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72

(Les textes en langues allemande, française, italienne et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

(73/29/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18 décembre 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2429/72 ⁽²⁾, et notamment son article 17 paragraphe 4,

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 de la Commission, du 1^{er} septembre 1972, concernant une adjudication permanente pour la détermination de la restitution à l'exportation pour le sucre blanc ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2523/72 ⁽⁴⁾, les États membres procèdent à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre ;

considérant que, selon les dispositions de l'article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68 du Conseil, du 18 juin 1968, établissant les règles générales concernant l'octroi des restitutions à l'exportation de sucre ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 433/72 ⁽⁶⁾, un montant maximum de la restitution est fixé pour l'adjudication partielle en cause dans un délai de trois jours ouvrables suivant l'expiration du délai de présentation des offres ;

considérant que pour le calcul du montant maximum il est tenu compte de la situation de la Communauté en matière d'approvisionnement et de prix, des prix et des possibilités d'écoulement sur le marché mon-

dial, ainsi que des frais afférents à l'exportation de sucre ;

considérant qu'après examen des offres il convient d'arrêter, pour la dix-huitième adjudication partielle, les dispositions visées à l'article 1^{er} ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la dix-huitième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72, le montant de la restitution à l'exportation est fixé à 1,699 unité de compte par 100 kilogrammes.

Article 2

La république fédérale d'Allemagne, le royaume de Belgique, la République française, la République italienne, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 17 janvier 1973.

Par la Commission

A. BORSCHETTE

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 264 du 23. 11. 1972, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 201 du 2. 9. 1972, p. 8.

⁽⁴⁾ JO n° L 270 du 1. 12. 1972, p. 65.

⁽⁵⁾ JO n° L 143 du 25. 6. 1968, p. 6.

⁽⁶⁾ JO n° L 53 du 2. 3. 1972, p. 1.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 23 janvier 1973

autorisant la république fédérale d'Allemagne à appliquer des garanties sanitaires particulières relatives à la lutte contre la leucose, en cas d'introduction sur son territoire de bovins d'élevage ou de rente

(Le texte en langue allemande est le seul faisant foi)

(73/30/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive du Conseil, en date du 26 juin 1964, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive du Conseil du 7 février 1972 ⁽²⁾ et notamment son article 8 paragraphe 2,

considérant que, conformément à l'article 8 paragraphe 2 de la directive du Conseil, du 26 juin 1964, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine, un État membre peut être autorisé, selon la procédure prévue à l'article 12 et aux conditions fixées par celle-ci, à appliquer pour les échanges intracommunautaires des garanties sanitaires au maximum équivalentes à celles que cet État membre exige dans le cadre d'un programme national de prophylaxie d'une maladie contagieuse de l'espèce bovine ou porcine qui n'est pas visée à l'annexe E de ladite directive ;

considérant que, par le règlement visant à prévenir la propagation de la leucose bovine, en date du 16 novembre 1972 ⁽³⁾, la république fédérale d'Allemagne a prévu des garanties sanitaires particulières, dans le cadre d'un programme national de prophylaxie de la leucose, maladie contagieuse qui n'est pas visée à l'annexe E de la directive précitée ;

considérant que, par lettre adressée par sa représentation permanente le 25 septembre 1972, la république fédérale d'Allemagne a demandé à être autorisée à appliquer des garanties sanitaires particulières en cas d'importation de bovins d'élevage ou de rente en provenance d'un État membre et destinés notamment à être intégrés dans des cheptels non suspects de leucose ;

considérant que les garanties sanitaires particulières que la république fédérale d'Allemagne souhaite appliquer dans les échanges intracommunautaires de bovins d'élevage ou de rente sont au maximum équivalentes à celles que cet État membre applique dans le cadre de son programme de prophylaxie de la leucose ; qu'il peut, dès lors, être accédé à sa demande ;

considérant toutefois que les garanties demandées reposent sur des critères dont il reste à établir qu'ils sont valables pour l'ensemble des races existant dans la Communauté ; que l'autorisation de les employer doit donc être accordée à la république fédérale d'Allemagne à titre provisoire, en attendant le résultat des recherches entreprises à cette fin ;

considérant que les mesures prévues dans la présente décision sont conformes à l'avis du Comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

A partir du 1^{er} janvier 1973 et jusqu'au 31 décembre 1973, la république fédérale d'Allemagne est autorisée à exiger, lors de l'introduction sur son territoire de bovins d'élevage ou de rente en provenance du territoire d'un autre État membre et destinés à être intégrés dans des cheptels bovins non suspects de leucose, les garanties sanitaires prévues à l'article 2.

Article 2

Les garanties sanitaires visées à l'article 1^{er} consistent dans la production d'un certificat établi, au jour de l'embarquement, par un vétérinaire officiel compétent, et rédigé au moins en langue allemande, attestant

1. que ledit vétérinaire n'a pas eu officiellement connaissance de faits permettant de conclure à l'existence de cas de leucose au cours des trois dernières années dans le cheptel d'origine et que le propriétaire du cheptel a déclaré n'avoir pas eu connaissance de tels faits ;

⁽¹⁾ JO n° 121 du 29. 7. 1964, p. 1977/64.

⁽²⁾ JO n° L 38 du 12. 2. 1972, p. 95.

⁽³⁾ Bundesgesetzblatt (Journal officiel de la république fédérale d'Allemagne) du 21. 11. 1972, partie I, n° 123, p. 2122.

2. que, au cours des douze derniers mois, tous les animaux âgés de plus de deux ans appartenant au cheptel d'origine ont été soumis à une analyse du sang visant à dépister la leucose, et que cette analyse n'a pas mis en évidence une augmentation anormale du nombre de lymphocytes.

Article 3

L'appréciation des résultats de l'analyse du sang visée à l'article 2 point 2 s'effectue selon les prescriptions suivantes :

- a) Il y a lieu de tenir compte du nombre absolu de leucocytes et de la proportion de lymphocytes. Le nombre total de lymphocytes par mm^3 étant déterminant, celui-ci doit être calculé selon la formule suivante :

$$\frac{\text{nombre total de leucocytes/mm}^3 \times \text{pourcentage de lymphocytes}}{100}$$

- b) Il y a lieu de conclure à une augmentation anormale du nombre de lymphocytes en présence des résultats suivants :

pour les bovins âgés de :

plus de 2 ans à 3 ans : plus de 10 000 lymphocytes/ mm^3

plus de 3 ans à 6 ans : plus de 9 000 lymphocytes/ mm^3

plus de 6 ans : plus de 7 500 lymphocytes/ mm^3

Article 4

La république fédérale d'Allemagne est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 23 janvier 1973.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 24 janvier 1973

fixant le montant maximum de la restitution pour la dix-neuvième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72

(Les textes en langues allemande, française, italienne et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

(73/31/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18 décembre 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2429/72 ⁽²⁾, et notamment son article 17 paragraphe 4,

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 de la Commission, du 1^{er} septembre 1972, concernant une adjudication permanente pour la détermination de la restitution à exportation pour le sucre blanc ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2523/72 ⁽⁴⁾, les États membres procèdent à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre ;

considérant que, selon les dispositions de l'article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68 du Conseil, du 18 juin 1968, établissant les règles générales concernant l'octroi des restitutions à l'exportation de sucre ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 433/72 ⁽⁶⁾, un montant maximum de la restitution est fixé pour l'adjudication partielle en cause dans un délai de trois jours ouvrables suivant l'expiration du délai de présentation des offres ;

considérant que pour le calcul du montant maximum il est tenu compte de la situation de la Communauté en matière d'approvisionnement et de prix, des prix

et des possibilités d'écoulement sur le marché mondial ainsi que des frais afférents à l'exportation de sucre ;

considérant qu'après examen des offres il convient d'arrêter, pour la dix-neuvième adjudication partielle, les dispositions visées à l'article 1^{er} ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la dix-neuvième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72, le montant de la restitution à l'exportation est fixé à 3,900 unités de compte par 100 kilogrammes.

Article 2

La république fédérale d'Allemagne, le royaume de Belgique, la République française, la République italienne, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1973.

Par la Commission

P. J. LARDINOIS

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 264 du 23. 11. 1972, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 201 du 2. 9. 1972, p. 8.

⁽⁴⁾ JO n° L 270 du 1. 12. 1972, p. 65.

⁽⁵⁾ JO n° L 143 du 25. 6. 1968, p. 6.

⁽⁶⁾ JO n° L 53 du 2. 3. 1972, p. 1.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29 janvier 1973

relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la dixième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1519/72

(73/32/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par l'acte ⁽²⁾ joint au traité relatif à l'adhésion des nouveaux États membres de la Communauté économique européenne de l'énergie atomique ⁽³⁾ signé à Bruxelles le 22 janvier 1972, et notamment son article 6 paragraphe 7,

vu le règlement (CEE) n° 985/68 du Conseil, du 15 juillet 1968, établissant les règles générales régissant les mesures d'intervention sur le marché du beurre et de la crème de lait ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2714/72 ⁽⁵⁾, et notamment son article 7bis,

considérant que, au titre du règlement (CEE) n° 1519/72 de la Commission, du 14 juillet 1972, relatif à la vente par adjudication de beurre à prix réduit pour l'exportation de certains mélanges de graisses ⁽⁶⁾, les organismes d'intervention ont mis en adjudication permanente certaines quantités de beurre qu'ils détiennent ;

considérant que l'article 9 de ce règlement prévoit qu'il est fixé, pour chaque adjudication particulière et compte tenu des offres reçues, un prix minimum de vente pour chacune des affectations visées à l'article 19 paragraphe 2 sous a) et b) dudit règlement ou décidé de ne pas donner suite à l'adjudication ; que, selon l'article 10 du règlement (CEE) n° 1519/72, le montant de la caution de transformation et d'exportation est à fixer en même temps, compte tenu de la différence entre le prix minimum et le prix de marché du beurre ;

considérant qu'il convient de fixer, en raison des offres faites lors de la dixième adjudication particu-

lière, les prix minima au niveau visé ci-dessous et de déterminer en conséquence les montants de la caution de transformation et d'exportation ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Pour la dixième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1519/72 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 23 janvier 1973, les prix maxima à retenir pour l'attribution de l'adjudication et les montants de la caution de transformation et d'exportation sont fixés comme suit :

Affectation du beurre	Prix minimum en UC/100 kg	Caution en UC/100 kg
a) Article 19 paragraphe 2 sous a) du règlement (CEE) n° 1519/72	25,—	161,—
b) Article 19 paragraphe 2 sous b) du règlement (CEE) n° 1519/72	10,—	176,—

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 29 janvier 1973.

Par la Commission
Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 14.

⁽³⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 169 du 18. 7. 1968, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 291 du 28. 12. 1972, p. 15.

⁽⁶⁾ JO n° L 162 du 18. 7. 1972, p. 1.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29 janvier 1973

relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la quatorzième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1259/72

(73/33/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par l'acte ⁽²⁾ joint au traité relatif à l'adhésion des nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique ⁽³⁾, signé à Bruxelles le 22 janvier 1972, et notamment son article 6 paragraphe 7,

vu le règlement (CEE) n° 985/68 du Conseil, du 15 juillet 1968, établissant les règles générales régissant les mesures d'intervention sur le marché du beurre et de la crème de lait ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2714/72 ⁽⁵⁾, et notamment son article 7bis,

considérant que, au titre du règlement (CEE) n° 1259/72 de la Commission, du 16 juin 1972, relatif à la mise à disposition de beurre à prix réduit à certaines entreprises de transformation de la Communauté ⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2815/72 ⁽⁷⁾, les organismes d'intervention ont mis en adjudication permanente certaines quantités de beurre qu'ils détiennent ;

considérant que l'article 9 de ce règlement prévoit que doit être fixé, d'une part, compte tenu des offres reçues, un prix minimum de vente ou qu'il peut être décidé de ne pas donner suite à l'offre et, d'autre part, compte tenu de la différence entre le prix minimum et le prix de marché du beurre, le montant de la caution de transformation ;

considérant qu'il convient de fixer, en raison des offres faites lors de la quatorzième adjudication particulière, le prix minimum au niveau visé ci-dessous et de déterminer en conséquence la caution de transformation ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la quatorzième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1259/72 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 23 janvier 1973,

- a) le prix minimum de vente à retenir pour l'attribution est fixé à 55 UC/100 kg de beurre,
- b) la caution de transformation est fixée à 142 UC/100 kg de beurre.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 29 janvier 1973.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 14.

⁽³⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 169 du 18. 7. 1968, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 291 du 28. 12. 1972, p. 15.

⁽⁶⁾ JO n° L 139 du 17. 6. 1972, p. 18.

⁽⁷⁾ JO n° L 297 du 30. 12. 1972, p. 3.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 31 janvier 1973

fixant le montant maximum de la restitution pour la vingtième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72

(Les textes en langues allemande, française, italienne et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

(73/34/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18 décembre 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 174/73 ⁽²⁾, et notamment son article 17 paragraphe 4,considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72 de la Commission, du 1^{er} septembre 1972, concernant une adjudication permanente pour la détermination de la restitution à l'exportation pour le sucre blanc ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2523/72 ⁽⁴⁾, les États membres procèdent à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre ;considérant que, selon les dispositions de l'article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68 du Conseil, du 18 juin 1968, établissant les règles générales concernant l'octroi des restitutions à l'exportation de sucre ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 433/72 ⁽⁶⁾, un montant maximum de la restitution est fixé pour l'adjudication partielle en cause dans un délai de trois jours ouvrables suivant l'expiration du délai de présentation des offres ;

considérant que pour le calcul du montant maximum il est tenu compte de la situation de la Communauté en matière d'approvisionnement et de prix, des prix

et des possibilités d'écoulement sur le marché mondial ainsi que des frais afférents à l'exportation de sucre ;

considérant qu'après examen des offres il convient d'arrêter, pour la vingtième adjudication partielle, les dispositions visées à l'article 1^{er} ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la vingtième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72, le montant de la restitution à l'exportation est fixé à 3,178 unités de compte par 100 kilogrammes.

Article 2

La république fédérale d'Allemagne, le royaume de Belgique, la République française, la République italienne, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 31 janvier 1973.

Par la Commission

P. J. LARDINOIS

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 25 du 30. 1. 1973, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 201 du 2. 9. 1972, p. 8.⁽⁴⁾ JO n° L 270 du 1. 12. 1972, p. 65.⁽⁵⁾ JO n° L 143 du 25. 6. 1968, p. 6.⁽⁶⁾ JO n° L 53 du 2. 3. 1972, p. 1.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 7 février 1973

modifiant la décision relative à l'écoulement de beurre à certaines catégories de consommateurs bénéficiant d'une assistance sociale

(73/35/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27
juin 1968, portant organisation commune des marchés
dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾,
modifié en dernier lieu par l'acte ⁽²⁾, joint au traité
relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la
Communauté économique européenne et à la Com-
munauté européenne de l'énergie atomique ⁽³⁾, signé à
Bruxelles le 22 janvier 1972, et notamment son article
12 paragraphe 3,considérant que la décision de la Commission, du 29
décembre 1972, relative à l'écoulement de beurre à cer-
taines catégories de consommateurs bénéficiant d'une
assistance sociale, prévoit la faculté d'octroyer une aide
permettant aux bénéficiaires d'une assistance sociale
d'acheter du beurre à un prix réduit; que l'octroi
intégral du montant de cette aide dans les trois pays
adhérents où le prix de marché du beurre est notable-
ment inférieur à celui de la Communauté originaire
conduirait à des niveaux de prix exagérément bas;
qu'il convient, en conséquence, de prévoir que le
montant maximum de l'aide applicable dans les trois
nouveaux États membres est égal au montant fixé à
136 UC/100 kg, diminué du montant compensatoire
valable pour les échanges de beurre entre la Commu-nauté dans sa composition originaire et les nouveaux
États membres;considérant que les mesures prévues dans la présente
décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion
du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*Avec effet au 1^{er} février 1973, l'article 2 paragraphe
1 de la décision de la Commission du 29 décembre
1972 est complété par les dispositions suivantes:« En ce qui concerne les nouveaux États membres,
ce montant est diminué du montant compensa-
toire valable pour les échanges de beurre entre
la Communauté dans sa composition originaire et
l'État membre concerné. »*Article 2*Les États membres sont destinataires de la présente
décision.

Fait à Bruxelles, le 7 février 1973.

*Par la Commission**Le président*

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.⁽²⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 14.⁽³⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 5.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 7 février 1973

fixant le montant maximum de la restitution pour la vingt et unième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/72

(73/36/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18
décembre 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en der-
nier lieu par le règlement (CEE) n° 174/73 ⁽²⁾, et
notamment son article 17 paragraphe 4,considérant que, en vertu du règlement (CEE) n°
1897/72 de la Commission, du 1^{er} septembre 1972,
concernant une adjudication permanente pour la
détermination de la restitution à l'exportation pour
le sucre blanc ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n°
2523/72 ⁽⁴⁾, les États membres procèdent à des ad-
judications partielles pour l'exportation de ce sucre ;considérant que, selon les dispositions de l'article 4
paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68 du Con-
seil, du 18 juin 1968, établissant les règles générales
concernant l'octroi des restitutions à l'exportation de
sucre ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement
(CEE) n° 433/72 ⁽⁶⁾, un montant maximum de la
restitution est fixé pour l'adjudication partielle en
cause dans un délai de trois jours ouvrables suivant
l'expiration du délai de présentation des offres ;considérant que pour le calcul du montant maximum
il est tenu compte de la situation de la Communautéen matière d'approvisionnement et de prix, des prix et
des possibilités d'écoulement sur le marché mondial
ainsi que des frais afférents à l'exportation de sucre ;considérant qu'après examen des offres il convient
d'arrêter, pour la vingt et unième adjudication par-
tielle, les dispositions visées à l'article 1^{er} ;considérant que les mesures prévues à la présente
décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion
du sucre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*Pour la vingt et unième adjudication partielle de sucre
blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1897/
72, le montant de la restitution à l'exportation est
fixé à 3,590 unités de compte par 100 kilogrammes.*Article 2*Les États membres sont destinataires de la présente
décision.

Fait à Bruxelles, le 7 février 1973.

Par la Commission

P. J. LARDINOIS

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 25 du 30. 1. 1973, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 201 du 2. 9. 1972, p. 8.⁽⁴⁾ JO n° L 270 du 1. 12. 1972, p. 65.⁽⁵⁾ JO n° L 143 du 25. 6. 1968, p. 6.⁽⁶⁾ JO n° L 53 du 2. 3. 1972, p. 1.

DIRECTIVE DE LA COMMISSION

du 9 février 1973

relative à l'application de l'article 31 de la directive du Conseil du 4 mars 1969 concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime du perfectionnement actif

(73/37/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive du Conseil, du 4 mars 1969, concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime du perfectionnement actif ⁽¹⁾, modifiée par la directive du Conseil du 27 juin 1972 ⁽²⁾, et notamment son article 31 paragraphe 3,

considérant que conformément aux dispositions de l'article 31 paragraphe 1^{er} de la directive précitée, les États membres communiquent à la Commission les renseignements statistiques relatifs à l'ensemble des opérations de perfectionnement qui s'effectuent sur leur territoire; que, suivant le paragraphe 3 de l'article 31 susnommé, lorsque, dans le cadre du perfectionnement actif de certains produits, des besoins spécifiques le requièrent, peuvent être arrêtées, selon la procédure définie à l'article 28 paragraphes 2 et 3, des dispositions relatives à :

- la communication de données supplémentaires complétant les renseignements visés aux paragraphes précédents,
- la périodicité suivant laquelle lesdits renseignements et données supplémentaires doivent être communiqués ;

considérant qu'il est apparu nécessaire de disposer de données supplémentaires concernant le régime du perfectionnement actif de certains produits et notamment les œufs et de conférer à la communication de ces données une périodicité appropriée ;

considérant que les dispositions de la présente directive sont conformes à l'avis du Comité du perfectionnement actif,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

Pour les produits visés à l'article 2, les renseignements prévus à l'article 31 de la directive 69/73/CEE

du 4 mars 1969, exprimés en monnaie nationale, sont à fournir en valeur de 1 000 unités, chaque fois pour une période d'un mois civil, et ceci avant la fin du mois suivant.

Article 2

Les dispositions de l'article 1^{er} s'appliquent :

- a) aux marchandises importées sous le régime du perfectionnement actif et qui, au moment de l'entrée en vigueur de cette directive, relèvent des sous-positions tarifaires, énumérées ci-après, du tarif douanier commun :
 - 04.05 A I b)
 - 04.05 B I a) 1
 - 04.05 B I a) 2
 - 04.05 B I b) 1
 - 04.05 B I b) 2
 - 04.05 B I b) 3
 - 35.02 A II a) 1
 - 35.02 A II a) 2 ;
- b) aux produits compensateurs exportés en dehors du territoire douanier de la Communauté et relevant des sous-positions tarifaires mentionnées sous a), exception faite de ceux qui relèvent de la sous-position tarifaire 04.05 A I b).

Article 3

Les États membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 1^{er} mars 1973.

Article 4

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 9 février 1973.

Par le Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 58 du 8. 3. 1969, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 151 du 5. 7. 1972, p. 16.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 13 février 1973

autorisant le royaume des Pays-Bas à admettre, jusqu'au 31 mai 1973 inclus, la commercialisation de semences commerciales de cumin

(Le texte en langue néerlandaise est le seul faisant foi)

(73/38/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu la directive du Conseil, du 30 juin 1969, concernant la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive du Conseil du 6 décembre 1972 ⁽²⁾, et notamment son article 16,

vu la demande présentée par le royaume des Pays-Bas,

considérant que le rendement, au royaume des Pays-Bas, de la récolte 1972 de cumin a été considérablement diminué par des conditions atmosphériques défavorables ; que, d'autre part, les besoins des Pays-Bas en semences de cumin ont considérablement augmenté en 1973 et qu'il est impossible de les couvrir de façon satisfaisante par des semences certifiées en provenance des autres États membres ;

considérant qu'il convient dès lors d'autoriser le royaume des Pays-Bas, jusqu'au 31 mai 1973 inclus, à admettre à la commercialisation des semences commerciales de cumin ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*Le royaume des Pays-Bas est autorisé à admettre à la commercialisation sur son territoire, jusqu'au 31 mai 1973 inclus, 15 tonnes au maximum de semences commerciales de cumin (*Carum carvi* L.).*Article 2*Le royaume des Pays-Bas communique à la Commission, avant le 1^{er} novembre 1973, les quantités de semences commerciales de cumin commercialisées sur son territoire au titre de la présente décision. La Commission en informe les autres États membres.*Article 3*

Le royaume des Pays-Bas est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 13 février 1973.

*Par la Commission**Le président*

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 169 du 10. 7. 1969, p. 3.⁽²⁾ JO n° L 287 du 26. 12. 1972, p. 22.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14 février 1973

de ne pas donner suite à la vingt-deuxième adjudication partielle de sucre blanc effectuée
dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1897/72

(73/39/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18
décembre 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 174/73 ⁽²⁾, et
notamment son article 17 paragraphe 4,

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n°
1897/72 de la Commission, du 1^{er} septembre 1972,
concernant une adjudication permanente pour la
détermination de la restitution à l'exportation pour
le sucre blanc ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le
règlement (CEE) n° 2847/72 ⁽⁴⁾, les États membres
procèdent à des adjudications partielles pour l'expor-
tation de sucre blanc ;

considérant que, selon les dispositions de l'article 4
paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68 du
Conseil, du 18 juin 1968, établissant les règles géné-
rales concernant l'octroi des restitutions à l'exporta-
tion de sucre ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le
règlement (CEE) n° 433/72 ⁽⁶⁾, un montant maximum
de la restitution est fixé pour l'adjudication partielle
en cause dans un délai de trois jours ouvrables sui-
vant l'expiration du délai de présentation des offres
et sur la base des offres reçues ; que, pour le calcul
du montant maximum, il est tenu compte de la si-
tuation de la Communauté en matière d'approvision-
nement et de prix, des prix et des possibilités d'écou-
lement sur le marché mondial ainsi que des frais

afférents à l'exportation de sucre ; que, toutefois,
selon les dispositions de l'article 6 paragraphe 1 du
règlement (CEE) n° 394/70 de la Commission, du 2
mars 1970, concernant les modalités d'application
de l'octroi des restitutions à l'exportation de sucre
⁽⁷⁾, il peut être décidé de ne pas donner suite à
l'adjudication ;

considérant que les mesures prévues à la présente
décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion
du sucre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Il est décidé de ne pas donner suite à la vingt-
deuxième adjudication partielle, effectuée vertu du
règlement (CEE) n° 1897/72, et dont le délai pour la
présentation des offres a expiré le 14 février 1973.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente
décision.

Fait à Bruxelles, le 14 février 1973

Par la Commission

P. J. LARDINOIS

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 25 du 30. 1. 1973, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 201 du 2. 9. 1972, p. 8.

⁽⁴⁾ JO n° L 299 du 31. 12. 1972, p. 4.

⁽⁵⁾ JO n° L 143 du 25. 6. 1968, p. 6.

⁽⁶⁾ JO n° L 53 du 2. 3. 1972, p. 1.

⁽⁷⁾ JO n° L 50 du 4. 3. 1970, p. 1.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 16 février 1973

visant à dispenser temporairement la France des enquêtes statistiques hebdomadaires concernant le lait et les produits laitiers

(Le texte en langue française est le seul faisant foi)

(73/40/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu la directive du Conseil, du 31 juillet 1972, portant
sur les enquêtes statistiques à effectuer par les États
membres concernant le lait et les produits laitiers ⁽¹⁾,
en particulier l'article 5 paragraphe 1 troisième alinéa,

considérant que, en vertu de l'article 5 paragraphe 1
troisième alinéa de la directive susmentionnée, il peut
être décidé que les dispositions concernant les
enquêtes hebdomadaires ne sont pas appliquées pen-
dant une période transitoire déterminée dans les ré-
gions de la Communauté où les données hebdomadai-
res n'étaient pas relevées à la date de prise d'effet de
cette directive ;

considérant qu'en France il n'y avait pas, dans le
passé, d'enquête hebdomadaire concernant la produc-
tion de beurre et de poudre de lait écrémé et que
l'introduction d'une telle enquête dans cet État mem-
bre se heurte à des difficultés en raison du grand
nombre d'établissements à recenser et ne peut donc
avoir lieu qu'après une période transitoire ;

considérant que les mesures prévues à la présente
décision sont conformes à l'avis du Comité perma-
nent de la statistique agricole,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION

Article 1

Les dispositions concernant la communication de
données hebdomadaires en vertu de l'article 4 point
1 de la directive du 31 juillet 1972 ne sont pas appli-
quées en France jusqu'au 31 décembre 1974.

Article 2

La République française est destinataire de la pré-
sente décision.

Fait à Bruxelles, le 16 février 1973.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 179 du 7. 8. 1972, p. 2.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19 février 1973

relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la onzième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1519/72

(73/41/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par l'acte ⁽²⁾ joint au traité relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique ⁽³⁾, signé à Bruxelles le 22 janvier 1972, et notamment son article 6 paragraphe 7,

vu le règlement (CEE) n° 985/68 du Conseil, du 15 juillet 1968, établissant les règles générales régissant les mesures d'intervention sur le marché du beurre et de la crème de lait ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2714/72 ⁽⁵⁾, et notamment son article 7bis,

considérant que, au titre du règlement (CEE) n° 1519/72 de la Commission, du 14 juillet 1972, relatif à la vente par adjudication de beurre à prix réduit pour l'exportation de certains mélanges de graisses ⁽⁶⁾, les organismes d'intervention ont mis en adjudication permanente certaines quantités de beurre qu'ils détiennent ;

considérant que l'article 9 de ce règlement prévoit qu'il est fixé, pour chaque adjudication particulière et compte tenu des offres reçues, un prix minimum de vente pour chacune des affectations visées à l'article 19 paragraphe 2 sous a) et b) dudit règlement ou décidé de ne pas donner suite à l'adjudication ; que, selon l'article 10 du règlement (CEE) n° 1519/72, le montant de la caution de transformation et d'exportation est à fixer en même temps, compte tenu de la différence entre le prix minimum et le prix de marché du beurre ;

considérant qu'il convient de fixer, en raison des offres faites lors de la onzième adjudication particu-

lière, les prix minima au niveau visé ci-dessous et de déterminer en conséquence les montants de la caution de transformation et d'exportation ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la onzième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1519/72 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 13 février 1973, le prix minimum à retenir pour l'attribution de l'adjudication et le montant de la caution de transformation et d'exportation sont fixés comme suit :

Affectation du beurre	Prix minimum en UC/100 kg	Caution en UC/100 kg
a) Article 19 paragraphe 2 sous a) du règlement (CEE) n° 1519/72	25,—	161,—
b) Article 19 paragraphe 2 sous b) du règlement (CEE) n° 1519/72	10,—	176,—

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 19 février 1973.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 14.

⁽³⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 169 du 18. 7. 1968, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 291 du 28. 12. 1972, p. 15.

⁽⁶⁾ JO n° L 162 du 18. 7. 1972, p. 1.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19 février 1973

relative à la fixation du prix minimum de vente du beurre pour la quinzième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1259/72

(73/42/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par l'acte ⁽²⁾ joint au traité relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique ⁽³⁾, signé à Bruxelles le 22 janvier 1972, et notamment son article 6 paragraphe 7,

vu le règlement (CEE) n° 985/68 du Conseil, du 15 juillet 1968, établissant les règles générales régissant les mesures d'intervention sur le marché du beurre et de la crème de lait ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2714/72 ⁽⁵⁾, et notamment son article 7bis,

considérant que, au titre du règlement (CEE) n° 1259/72 de la Commission, du 16 juin 1972, relatif à la mise à disposition de beurre à prix réduit à certaines entreprises de transformation de la Communauté ⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2815/72 ⁽⁷⁾, les organismes d'intervention ont mis en adjudication permanente certaines quantités de beurre qu'ils détiennent ;

considérant que l'article 9 de ce règlement prévoit que doit être fixé, d'une part, compte tenu des offres reçues, un prix minimum de vente ou qu'il peut être décidé de ne pas donner suite à l'offre et, d'autre part, compte tenu de la différence entre le prix minimum et le prix de marché du beurre, le montant de la caution de transformation ;

considérant qu'il convient de fixer, en raison des offres faites lors de la quinzième adjudication particulière, le prix minimum au niveau visé ci-dessous et de déterminer en conséquence la caution de transformation ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Pour la quinzième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1259/72 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 13 février 1973,

- a) le prix minimum de vente à retenir pour l'attribution de l'adjudication est fixé à 55 UC/100 kg de beurre,
- b) la caution de transformation est fixée à 142 UC/100 kg de beurre.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 19 février 1973.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 14.

⁽³⁾ JO n° L 73 du 27. 3. 1972, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 169 du 18. 7. 1968, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 291 du 28. 12. 1972, p. 15.

⁽⁶⁾ JO n° L 139 du 17. 6. 1972, p. 18.

⁽⁷⁾ JO n° L 297 du 30. 12. 1972, p. 3.